

T 2137 - 676 - 10,00 F
3792137010003 06760

hebdo

le monde Libertaire



ISSN 0026-9433

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N° 676 JEUDI 8 OCTOBRE 1987 10,00 F

Centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine...



Champignon de Paris !

POLYNÉSIE

Marche contre le
colonialisme et
pour l'indépendance.

PAGES 6 et 7

LE « CANARD »

Des tranchées à la
cohabitation, Baissat
embobine le « Canard ».

PAGE 10

ÉLECTIONS

Paix sociale et
consensus au menu.
Non aux régimes !

PAGE 12

F°P. 2520

communiqués éditions

• **LE HAVRE**
Le groupe Jules-Durand de la Fédération anarchiste reprend ses activités. Pour le contacter : marché du Rond-Point, devant le Prisunic, tous les samedis, de 11 h à 12 h.

• **BREST**
Le groupe « Les Temps Nouveaux » de Brest vend le « Monde libertaire » et tient ses permanences le samedi, de 17 h à 18 h, dans la rue Jean-Jaurès, en face du centre commercial Coat-Ar-Gueven. D'autre part, le groupe « Les Temps Nouveaux » anime l'émission « Les raisons de la colère » sur Fréquence Mutine (104 MHz), téléphone : 98.45.54.44.

• **DIJON**
Le groupe de Dijon assurera ses permanences à son local : « La Mistouffe », 61, rue Jeannin, Dijon (à partir du samedi 17 octobre), ouverture le mardi de 18 h à 20 h, et le samedi de 15 h à 18 h (dépôt de livres, brochures et journaux anarchistes). D'autre part, le groupe de Dijon reprend ses émissions sur « Radio Dijon Campus » (100.4 MHz) : « A Boulets noirs, la voix sans maître », tous les vendredis de 20 h à 21 h.

• **SEVRAN-BONDY**
Le groupe de Sevrans-Bondy de la F.A. organise le samedi 10 octobre, à 20 h 30, une réunion-débat sur la thème : « Anarchisme et antimilitarisme ». Adresse : Centre A.L.F.A., 3, allée des Pensées, Bondy (93).

• **LILLE**
Le groupe Benoît-Broutchoux vous invite à l'inauguration du Centre culturel libertaire, samedi 10 octobre, entre 15 h et 19 h. Rendez-vous à Lille, 1-2, rue Denis-du Péage, métro Fives (buvette et buffet froid... gratuits !).

• **PARIS**
La commission propagande des Relations intérieures a repris sa série de cours de formation sur l'anarchisme. Le prochain cours, « Le mouvement anarchiste en France » par Gaetano Manfredonia, aura lieu le mardi 20 octobre (à 20 h 30), au local du groupe Louise-Michel (10, rue Robert-Planquette, Paris 18^e, M^o Abbesses).

• **« IDÉES NOIRES »**
Le numéro 1 d'« Idées Noires », bulletin édité par le groupe Emma-Goldman de Bordeaux vient de paraître. Au sommaire : Afrique du Sud ; Prisons ; Réseau anti-expulsion... Pour toute commande, joindre un timbre à 2,20 F et écrire à : Groupe Emma-Goldman, 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.

• **POSTER**
Le groupe Emma-Goldman vient d'éditer un poster : « Vivement Demain », de format 45x64, sur papier glacé. Prix: 10 F l'unité (plus 5 F de frais de port, avec envoi sous tube ; 70 F les dix (port compris). Les commandes sont à adresser à : Groupe Emma-Goldman, 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.



• **« LES OEILLETES ROUGES »**
Le numéro 3 de la revue « Les Oeillets rouges » est toujours disponible à la librairie du Monde libertaire au prix de 50 F. Au sommaire de ce numéro, qui a pour thème « Consensus et déviance » : J. Lesage de La Haye ; C. Sigala ; J.-M. Raynaud ; M. Benasayag ; B. Lacroix et A. Garrigou ; O. Alberola ; G. Manfredonia ; C. Berneri et L. Fabbri ; Véronique F.V. ; G. Balkanski ; C. Margat ; J. Intelli.

• **AFFICHE**
Le groupe d'Angers édite une affiche : « Luttons contre l'extrême droite ». On peut se la procurer pour le prix de 5 F pièce, ou de 1 F l'affiche à partir de 10 exemplaires. Les commandes sont à adresser à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.



• **« CONTRE VENTS ET MARÉES »**
Le numéro 42 de « Contre Vents et marées » du groupe de Bourgoin vient de sortir, on peut se le procurer au prix de 2 F le numéro (l'abonnement est de 50 F).

• **AFFICHE**
Affiche format 34x45, trois couleurs, éditée sur papier glacé par le groupe Benoît-Broutchoux. Prix 12 F, plus les frais de port.



éditions

• **ENVELOPPES**
Fred vient d'éditer une nouvelle enveloppe autocollante (blanche, de format 162x113) sur Pierre-Joseph Proudhon. Cette dernière, ainsi que les deux précédentes, sont disponibles à la librairie du Monde libertaire, au prix de : 1,50 F l'unité ; 1,20 F à partir de 10 exemplaires ; 1,00 F à partir de 50 exemplaires ; et de 0,80 F à partir de 100 exemplaires.



• **BROCHURE**
Le groupe Kropotkine d'Argenteuil vient d'éditer une brochure intitulée : « D.O.M.-T.O.M., les dernières colonies françaises : Kanaky-Polynésie ». Celle-ci est disponible à la librairie du Monde libertaire, aux prix de 20 F.

• **FEUILLE**
La feuille (n° 14 spéciale 43^e Congrès) du groupe de Rouen de la F.A. vient de paraître. Groupe de Rouen, 24, rue de Crosnes, 76000 Rouen (tél : 35.70.61.64).



communiqués

• **PARIS**
La commission propagande des Relations intérieures reprend sa série de cours de formation sur l'anarchisme. Le 1^{er} cours, « Qu'est-ce que l'anarchisme » par Yves Peyrault, aura lieu le mardi 13 octobre, à 20 h 30, au local du groupe Louise-Michel (10, rue Robert-Planquette, Paris 18^e, M^o Abbesses).

• **EVREUX**
Une nouvelle liaison de la F.A. est en création sur Evreux et sa région. Les personnes intéressées peuvent contacter les Relations intérieures qui transmettront.

• **TOULON**
Le groupe Région-Toulonnaise tiendra un stand le samedi 24 et le dimanche 25 octobre au Forum des associations (Parc des Expositions de Sainte-Musse), à Toulon... Entrée libre.

• **ANGERS**
Le groupe d'Angers de la F.A. organise une soirée-débat sur le thème de l'immigration, avec film vidéo, le jeudi 8 octobre. Cette soirée aura lieu, à 20 h 30, à la « M.A.M.A. », 8, rue Buffon, 49000 Angers.

• **LILLE**
Programme du centre culturel libertaire (1/2, rue Denis-Péage, Lille, métro Fives) : le samedi 17 octobre (de 15 h à 19 h), « En finir avec les prisons ? », avec Otages, le S.A.F. et Jacques Lesage de la Haye (auteur notamment de « La machine à fabriquer des délinquants ») ; le samedi 31 octobre (de 15 h à 19 h), « Quel avenir pour le théâtre dans la métropole ? », avec le Balletum et une animation vidéo.

• **MELUN**
Le groupe Louis-Lecoq (Melun) de la F.A. communique : la librairie « La Porte Ouverte » et « Semaphore » vous invitent à une reconte-débat sur la centrale de Nogent-sur-Seine, avec Didier Anger (conseiller régional des verts) ; Yves Lenoir (co-auteur du livre récent « Tchernobyl-sur-Seine ») à la Bulle de Savigny-le-Temple le vendredi 9 octobre, à 20 h 30 (la Bulle : quelques minutes de la gare S.N.C.F. de Savigny-Bois-d'Arceuil).



Permanence du secrétariat aux relations intérieures :
le samedi, de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amelot, 75011 Paris (M^o République)
Tél : (16.1) 48.05.34.08

sommaire

PAGE 2 : Information des groupes de la F.A. — PAGE 3, Société : Editorial, Le nucléaire et le chaos, E.D.F. : Superphénix au rancart ? — PAGE 4, Luttes : Le planning familial, Les démagos sont de retour, Syndicats : vers un front sans failles ? Les comptes d'apothicaires, En bref — PAGE 5, Société : Eric Hébert, Logement : les commissions de conciliation, Asile : internement abusif, Nouvelles du Front — PAGE 6, Dans le monde : Polynésie : l'indépendance en marche — PAGE 7, Dans le monde : Polynésie (suite), Nouvelle-Calédonie — PAGE 8, Arguments : Les juifs et l'anarchisme — PAGE 9, Info. Internationales : Pologne : pacifisme à l'Est, Grèce : répression, Italie : grève de la faim, Espagne : anarchistes en prison, Activités du secrétariat C.R.I.F.A. — PAGE 10, Expression : Entretien avec Bernard Baissat — PAGE 11, Expression : Rock'in rentrée, Anarchisme et sociologie de la domination — PAGE 12, Politique : Elections : garde à vous.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11^e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19^e
Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
Route 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger
3 mois, 13 n°	85 F	155 F	120 F
6 mois, 25 n°	155 F	290 F	230 F
1 an, 50 n°	300 F	570 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner au 145, rue Amelot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....
N°..... Rue.....
Code postal..... Ville.....
A partir du n°.....(inclus) Pays.....

Abonnement Chèque postal Réabonnement Chèque bancaire Abonnement de soutien Mandat-lettre

Règlement à joindre au bulletin
Pour tout changement d'adresse,
joindre la dernière bande et 4 F en timbres poste

CHACUN a pu voir à la une du Monde cette réflexion du président de l'E.D.F. : « Nous pourrions être amenés à une révision déchirante sur Superphénix. » Il ne s'agissait évidemment pas d'un renoncement au nucléaire, mais d'un problème financier : le surgénérateur étant semble-t-il au moins deux fois trop cher. Soit dit en passant, il annonçait un allègement des effectifs...

Ce conditionnel n'est-il pas le premier pas d'un changement de politique ? On sait bien que le président de l'E.D.F. n'est pas le seul à décider de sa propre politique (1), et que l'influence du Commissariat à l'énergie atomique a, jusqu'alors, été déterminante dans l'orientation nucléaire de la production d'électricité, et en particulier au moyen des surgénérateurs (2).

Le problème financier est de taille : l'E.D.F. avoue une dette de 220 milliards de francs (3). Par ailleurs, et c'est bien connu, l'E.D.F. est, à ce jour, le dernier producteur d'électricité au monde à s'équiper de surgénérateurs, les autres pays ayant eu ce projet y ont renoncé.

Or, pour abaisser le coût d'un surgénérateur, sans rogner sur la sécurité, la seule possibilité serait sa fabrication en série, mais s'il est invendable ailleurs... Il s'agit donc, maintenant, de la remise en cause (ce que d'autres avaient déjà fait...) par l'E.D.F. de tout un programme, qui prévoyait le remplacement par des surgénérateurs des centrales actuelles.

Tiens, une fissure !

N'importe quel spécialiste vous le dira : c'est une technique dangereuse. Mais les spécialistes de l'E.D.F. ajoutent invariablement que toutes les précautions sont prises. Par prudence donc, il est bon d'arrêter la production de temps à autre ; il en est d'ailleurs ainsi pour toutes les centrales nucléaires. Les incidents sont plus ou moins graves : à Superphénix, aujourd'hui, c'est tout à fait

sérieux, si l'on peut dire. Cela fait maintenant six mois qu'une fuite de sodium a été détectée (il a été fait mention de vingt litres par jour) et elle n'a été localisée il n'y a qu'un mois seulement.

Rappelons que le sodium fait office de liquide réfrigérant et circule à environ 500°. Or, au-dessus de 200° le sodium prend feu au contact de l'air et explose au contact de l'eau. La fuite ayant enfin été localisée dans le « barillet », les experts ont constaté que celui-ci n'était pas réparable, ou plutôt que toute réparation serait excessivement dangereuse... Le remplacement est évalué à 400 millions de francs... Invendables, il pourrait bien en être, un jour, des réfrigérateurs comme de l'aérotrain : un coûteux (et hideux) vestige de béton.

Un secret de polichinelle : que devient le plutonium ? Il paraît que celui-ci, « traité », fait d'excellentes

bombes. Les apprentis-sorciers qui nous gouvernent se



contenteront-ils du plutonium produit par les autres réacteurs nucléaires ? Il est sûr, en tous cas,

que là est le vrai problème. Le blème. Le C.E.A., dont on a dit qu'il exerçait des pressions sur l'E.D.F., a un budget constitué par le ministère de l'Industrie et par celui de la Défense. On sait aussi qu'André Giraud, actuel ministre de la Défense, était auparavant (et durant plus de dix ans) responsable au C.E.A. La révision doit le déchirer...

Groupe Paris XV*

(1) Dans cette même interview au Monde, Delaporte évoque des modifications dans la politique tarifaire : on croit lire Madelin.
(2) Citons encore le Monde, lorsque peu après la détection de la fameuse fuite de sodium, l'administrateur du C.E.A., interrogé sur l'avenir des surgénérateurs, déclarait : « Aussi regrettable que soit l'incident technique intervenu récemment à Superphénix, il ne remet pas en cause l'avenir de la filière. » (14 avril 1987).
(3) Le Monde, 30 septembre 1987.

NUCLÉOCRATIE

Le nucléaire et le chaos...

LA nature est l'ennemie de l'homme disait le « petit père des peuples ». Et l'animal impérial de la combattre et de négliger ce simple détail : l'espèce qui est la sienne est partie intégrante de la nature. Certes, nous avons besoin d'électricité, et l'on ne fait pas d'omelette sans casser d'œufs. Mais, il y a de quoi se demander si nos nucléocrates n'avaient pas truffé leur omelette de champignons hallucinogènes !

pourvu que l'on « progresse ». Mais sous ce discours, c'est le retour au Moyen Age que l'on nous vend. Nos gouvernants, nos élus, nos technocrates (du R.P.R. au P.C.F.) se comportent comme s'ils étaient propriétaires du bien public et de l'ensemble de nos concitoyens.

Ainsi, voit-on se profiler derrière le nucléaire le débat plus concret sur cette société. Car il s'agit de savoir si la finalité de l'existence est de travailler, de produire toujours plus et

Nos dirigeants nous ont menti, abusé, dépouillé de nos droits fondamentaux. Pire, il nous font vivre avec le nucléaire, à crédit sur le dos des populations futures. L'incompétence de nos hiérarchies est aujourd'hui apparue à une large partie de la population. A gauche, comme à droite, c'est l'incohérence, la crise et le désordre. L'alternative est ailleurs, mais il nous faut cesser de nous comporter selon les désirs de l'Autorité, et ne plus être cette espèce hybride, située quelque part entre le singe et le robot. Sachons nous comporter en êtres humains et en individus responsables.

Pour un avenir sans nucléaire, mais aussi pour veiller à ce qu'il y ait un avenir, tout simplement.

Quelques points de « détail »

Depuis Tchernobyl, la presse nous sert régulièrement des informations sur les incidents et autres fissures de nos belles centrales. Et, depuis peu, des journaux à grand tirage osent même s'attaquer à la prétendue utilité et rentabilité du nucléaire (*Sciences et Vie*, *Que Choisir ?*, *l'Express* et le *Canard Enchaîné*). Il y a des fissures dans le consensus !

En 1984, année du pétrole et du dollar chers, on nous faisait miroiter les avantages d'un nucléaire utilisé à 63% de sa capacité, face au thermique classique utilisé seulement à 17%. Une utilisation rationnelle de la filière classique nous aurait coûté moins cher :

- l'E.D.F. est endettée de 283 milliards de francs, dont 83 en devises étrangères (plus que la dette extérieure nette), d'où dépendance financière ;
- il nous reste 10 ans d'uranium sur le sol de l'hexagone, d'où dépendance énergétique ;
- l'E.D.F. brade son électricité à l'exportation (à 0,20 F le kWh, contre 0,66 F le kWh pour le petit usager surfacturé), d'où peu de rentrées de devises ;
- le nucléaire coûte plus cher qu'on nous le dit, et l'E.D.F. trafique ses comptes, pousse au gaspillage (chauffage électrique), sabote les économies d'énergie et les énergies renouvelables ;
- le nucléaire a englouti, ces dernières années, plus de la moitié des investissements et du budget de la recherche, asséchés les marchés financiers (aggravant ainsi la situation du chômage) ;

- on « criminalise » les fumeurs pour masquer la prochaine augmentation des cancers due à Tchernobyl ;
- le S.C.P.R.I. persiste à ne pas nous informer de ses mesures de radioactivité et influe, au niveau européen, pour doubler les normes de faibles doses admissibles (1 200 Bq. au kg ou au litre), alors que des études récentes (aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne) démontrent qu'il est nécessaire de les diviser par 3 (200 Bq. au kg)...

La liste des incohérences et des crapuleries des nucléocrates serait trop longue pour l'étaler ici. En résumé, on peut dire, sans risque d'erreur, que la finalité du nucléaire n'était pas de produire de l'électricité.

Une marche pour informer

Le comité « Stop Nogent-sur-Seine » a organisé une marche, les

19 et 20 septembre, de Melun à Nogent-sur-Seine : 12 personnes au départ, 60 à l'arrivée, au café du Théâtre. La finalité de cette action était d'informer sur la tricherie de l'E.D.F. sur le « point zéro » (mesure de radioactivité de référence autour du site), de dénoncer les aberrations des commissaires enquêteurs, d'annoncer la requête du Conseil d'Etat contre l'arrêté inter-ministériel autorisant le démarrage de la centrale, et d'effectuer les premiers prélèvements pour le contrôle de radioactivité et la mise sous haute surveillance de la centrale en collaboration avec la C.R.I.I.R.A.D.

CLAUDE

Les réunions du comité « Stop Nogent-sur-Seine » ont lieu les 1^{er} et 3^e jeudis de chaque mois, à 19 h, à l'A.E.P.P., 46, rue de Vaugirard, Paris (M^e Luxembourg).



Alors que, dans le monde occidental, 152 des 280 réacteurs électro-nucléaires commandés ont été annulés, l'E.D.F. poursuit imperturbablement la construction de ces absurdités. Seules la déplorable situation financière de l'E.D.F. et la surproduction d'électricité entravent, aujourd'hui, le surdéveloppement du parc nucléaire.

Un de nos éminents nucléocrates déclarait récemment que, même avec un Tchernobyl tous les ans, on continuerait quand même le nucléaire ! Peu importe la vie

n'importe quoi ; ou si l'association des individus en société doit permettre à chacun de satisfaire ses besoins, avec, tant qu'à faire, un minimum de travail, d'énergie, de matière première et de nuisances. Qui décide de quoi ? Qui produit pour qui, dans l'intérêt de qui ? Faut-il revenir aux verres consignés ou éparpiller des tessons dans nos lieux de villégiature ? Faut-il emballer dans l'aluminium (non biodégradable et gros consommateur d'électricité) ? Le gaspillage est-il une source de bien-être ?

Editorial

QUI a dit qu'on n'était toujours trahi que par les siens ? Voyez ce pauvre Le Pen, tout le monde le trahi ; il est d'ailleurs tout à fait capable de se trahir lui-même, le « détail » n'est qu'un exemple. Récemment, un pseudo journaliste canadienne l'a bien possédé aussi, et voici que c'est le seul ministre auquel il avait accordé quelque crédit, Charles Pasqua, qui vient de lui planter un poignard dans le dos. Mais Le Pen ne rate jamais une occasion de faire parler de lui, et c'est le gag : il poursuit Pasqua en justice !

Pourtant, il ne suffit pas de faire parler de soi pour gagner des intentions de vote — si toutefois l'on en croit les derniers sondages —, car le « détail » aurait alors été payant et fort bien joué ; on peut même penser que c'était son but. Que Pasqua ne souhaite pas que Le Pen ait assez de signatures d'élus pour être candidat ne m'inquiète guère ; plus facheux est le fait qu'il paraît être le seul ministre pressé de faire adopter, par l'Assemblée, le Code de la nationalité, les autres préférant attendre le lendemain des élections.

Tandis que Pasqua et Le Pen jouent les frères ennemis, d'autres semblent plutôt cousins... et nous ne cacherons pas notre satisfaction de les voir se lancer des peaux de bananes sur les tapis rouges, où ils atterissent tous les jours devant de nouveaux chrysanthèmes. Là aussi, il y a trahison ; les fiers cohabitants montrent leur vrais visages. C.N.C.L.-ripoux, Carrefour du développement, privatisations truquées... arrivism et copinage sont les mamelles des politiciens !

Cela ne les empêche pas d'être d'accord sur l'essentiel, on dirait même qu'une échelle des revenus grande comme ça, ça leur paraît un minimum. D'accord aussi sur la « Défense » : ils sont — évidemment ! — pour la paix, mais quand quelqu'un la veut vraiment — voyez notre camarade Eric Hébert — ils le font jeter en prison. Oseront-ils récidiver lors de son procès en appel le 14 octobre ? Ils nous appartient, à tous, de braquer de puissants projecteurs sur la représentation que l'Etat donnera ce jour-là ; ne serait-ce que quelques instants, il pourrait avoir honte de lui...

ORGANISÉE par la C.G.T., la journée interprofessionnelle d'action du 1^{er} octobre avait une signification particulière dans certains secteurs « sensibles », comme les P.T.T. On sait que la Poste et ses 450 000 agents sont, à travers la privatisation, menacés dans leurs emplois et leurs conditions de travail (voir *Monde libertaire* n° 674 et 675).

Au regard de cette situation critique et en dépit des efforts cégétistes, l'action du 1^{er} octobre s'est

soldée manifestement par un échec. Plusieurs raisons à cela : l'absence d'unité syndicale, l'aspect « grand-messe » de l'action programmée et l'attitude de la centrale syndicale vis-à-vis du mouvement qui s'est dessinée entre le 21 et le 25 septembre.

P.T.T.

Faut que ça pète !

Ainsi, après le 15 septembre, où elle avait appelé à la grève quasiment seule, la C.G.T. ne s'était pas privée de dénoncer la passivité des autres fédérations, F.O. et C.F.D.T. Pas un tract sans qu'apparaisse une dénonciation très ferme de l'inaction des deux centrales concurrentes ; et le sempiternel couplet sur l'unité du personnel et de ses organisations (« Avec la C.G.T... ») aurait plutôt fait sourire si la situation s'y était prêtée.

A l'évidence, il n'y avait aucune chance pour que la C.F.D.T., pas plus que F.O., ne se rallie à la rentrée sociale programmée depuis plus de 3 mois par la centrale d'Henri Krasuki. Sur les thèmes généraux de la défense de l'emploi, des salaires et des libertés syndicales, le refus du projet Longuet était le petit « plus » apporté par la fédération C.G.T. des P.T.T. au pique-nique commun.

Quant à la grande majorité des postiers, la perspective de trois grèves de 24 h en un mois (le 15 août, le 1^{er} septembre et le 15 septembre) était peu faite pour les enthousiasmer en cette période difficile, sur le plan financier notamment. Peu de monde pour le rituel sans espoir d'en obtenir grand chose, et la C.G.T. a mobilisé largement en-dessous de son audience.

D'autant qu'elle ne s'est pas privée non plus de dénoncer le mouvement de grève amorcé dans les Télécoms, du 23 au 27 septem-

bre, œuvrant à le casser dans les centres touchés et l'attaquant comme « minoritaire et manipulé » (par l'inactive C.F.D.T., ô finesse de la dialectique) partout ailleurs. Constatant les limites de son extension, et surtout qu'il éparpillait le secteur postal (les centres de tri), ce mouvement s'était arrêté de lui-même, dès le lundi 28 septembre. Avec sans doute de l'amertume à digérer, de l'énergie à retrouver, de la combativité à maintenir la plus intacte possible ; et certainement peu d'envie de se rallier aux mots d'ordre édictés par les organisations qui avaient si peu soutenu, voire dénigré, cette tentative.



Dès le 1^{er} octobre, la fédération C.G.T. des P.T.T. appelait à l'action du 15 octobre... dont elle ne voulait pas entendre parler la

veille encore. Son changement de ton, sur la journée Fonction publique organisée par six autres fédérations (C.F.D.T., F.O., F.E.N., C.F.T.C., Autonomes et C.G.C.), indique qu'elle pressentait l'échec de sa prestation en solo, jugée néanmoins indispensable pour conforter l'image du « syndicat qui lutte ».

Le « non-événement »

Hervé de Charrette (1) peut bien ironiser sur le « non-événement » (sic), que constituent les actions cégétistes, toujours est-il que le ministère des P.T.T. semble de plus en plus éviter le choc frontal pour atteindre ses objectifs. En annonçant qu'il n'envisageait plus de présenter son projet devant l'Assemblée nationale, Gérard Longuet entame une vaine hésitation, dans l'espoir de tourner la tête de ses partenaires sociaux.

C'est à coups de décrets et de mesures ponctuelles qu'il entend parvenir à un empoisonnement lent, mais généralisé, et irréversible. C'est un scénario où il sera très difficile de mobiliser durablement, une guérilla où le gouvernement espère épuiser les organisations syndicales, décourager le personnel, et développer chez les usagers le sentiment d'impopularité envers les fonctionnaires, ainsi que la mauvaise image de marque des services publics. Les organisations syndicales, mais avant tout la détermination des postiers, peuvent déjouer cette manœuvre : faut que ça pète !

Gérard COSTE
(Gr. Sabate)

(1) Ministre de la Fonction publique.

F.N.S.E.A.

Le retour des démagos

LA F.N.S.E.A., qui s'inquiète peut-être des prochaines élections aux chambres d'Agriculture (1989), en brave politicienne, masque son idéologie par des déclarations qui rejoignent celles de la Confédération paysanne (syndicat issu de la fusion de plusieurs structures, dont les Syndicats paysans et les Travailleurs paysans). Ainsi, dans l'Ouest tout au moins, les F.D.S.E.A. demandent que les petits et moyens éleveurs laitiers soient avantagés aux dépens des gros et que la production porcine soit partagée...

Le souci apparent n'est plus de favoriser les rentes de situation des « bien-pensants » et l'élimination des autres. Mais, si les F.D.S.E.A. souhaitent répartir la production plus équitablement (c'est ce qu'elles disent), elles n'envisagent de le faire qu'assises autour d'une table avec les préfets, les industriels de l'agro-alimentaire, etc. Il n'est pas encore question d'une politique agricole globale, qui assurerait une garantie de revenu pour un volume de production limité (de façon à assurer un plus grand partage des moyens de production agricole), quoi que certaines personnalités de la F.N.S.E.A., comme Debatisse, ont l'air d'y songer.

Une petite anecdote : la F.D.S.E.A. du Morbihan a, depuis longtemps, signalé son opposition à la ligne politique de la F.N.S.E.A., en refusant de participer aux congrès, d'une part, et en participant à des intersyndicales, d'autre part (avec des syndicats opposés) : elle vient d'ailleurs d'adhérer à la Confédération paysanne de l'Ouest, tout en restant membre de la F.N.S.E.A., qui logiquement devrait chercher à exclure ces oppositionnels, mais ceux-ci espèrent ne pas être les seuls de la F.N.S.E.A. à rejoindre la Confédération paysanne.

J.-C.

en bref...en bref...

- Le dernier numéro de « Réflexes », mensuel édité par le « Réseau d'études, de formation et de liaison contre l'extrême droite et la xénophobie », vient de paraître. Au sommaire : une interview d'un réfugié italien ; des nouvelles d'Euskadi ; extradition, le cas irlandais ; des nouvelles du front antimilitariste ; solidarité avec Knobelspiess ; le procès contre P. Kung (anti-nucléaire) ; la révolte dans les prisons (été 1987) ; une interview de Solid' amis ; citoyenneté 88 ; projet pour des états généraux de l'immigration ; solidarité avec les prisonniers kanaks. Vous y trouverez, d'autre part, une multitude de petites infos et de brèves. En vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 10 F.

- Le Centre international de recherches sur l'anarchisme (C.I.R.A.) organise, le 24 octobre 1987, un colloque sur « La résistible ascension de l'extrême droite à Marseille ». Les débats se tiendront au 5, rue des Convalescents, 2^e étage, à Marseille. L'essentiel des interventions sera diffusé sur Radio-Galère (89.5 MHz), tél : 91.90.97.00.

- L'Atelier de création libertaire et le Centro Studi Libertari organisent, du 30 octobre au 1^{er} novembre, une série de débats dont le thème sera : « Réflexions sur l'inégalité sexuelle ». Le colloque se déroulera dans les locaux du Centre social et culturel, La condition des Soies, 7, rue Saint-Polycarpe, 69001 Lyon (M^o Hôtel-de-Ville). Pour tout renseignement, téléphonez au 78.29.28.26 (de 9 h à 12 h). La participation aux frais est de 50 F.

SYNDICAT

Vers un front sans faille ?

EST-CE que, quand les acquis du mouvement ouvrier sont attaqués, les syndicats peuvent former, face au patronat, un front uni ? En 1985, le combat contre la flexibilité a pu donner cette impression et dernièrement André Bergeron a même déclaré que sur bien des problèmes Krasuki, Maire ou Marchelli disaient la même chose que lui (1).

Les derniers événements du Mans (voir dernier *Monde libertaire*) avaient même conduit Bergeron et Maire à se solidariser avec les militants C.G.T. frappés

luée en perte à 880 000 F, il leur faudra 32 ans (et non 32 mois comme il était écrit dans le dernier *Monde libertaire*).

Les procès d'intimidation financière

L'avocat des 4 salariés M^o Henry a, bien sûr, demandé immédiatement une nouvelle audience le 19 octobre, pour tenter d'annuler l'ordonnance rendue le 1^{er} octobre. Mais la voie juridique (un pourvoi en cassation est aussi en cours) est-elle suffisante dans une

les médias, l'idée que toute grève relève du droit pénal. La violence, l'action directe, l'occupation du lieu de travail, tout cela doit, pour eux, rester dans les souvenirs du siècle dernier (2), entre l'Etat français et le syndicalisme en général.

Si les effets de ces jugements scélérats s'estompent sur le terrain, la jurisprudence s'étoffe cas après cas. Bien sûr, ce n'est pas la situation qu'il y avait au lendemain de la 1^{re} Guerre mondiale aux Etats-Unis, où les milices patronales tuaient les militants des I.W.W. (3), mais c'est, de manière insidieuse, la criminalisation du syndicalisme.

Face à cela, il faudrait une riposte syndicale unitaire, sans soucis de boutique. Nos différentes confédérations majoritaires y

sont-elles prêtes ? On peut en douter, même le regretter...

THIERRY (Gr. Pierre-Besnard)

(1) Le patronat a bien déclaré que le syndicalisme F.O. était ringard, celui de la C.G.T. « archaïque ». La C.F.D.T. étant jusqu'ici un peu épargnée dans un flu artistique...

(2) Nos présidentiables ne pensent pas vraiment le contraire : Rocard voit dans la violence du mouvement ouvrier, un héritage de la répression de la Commune de 1871, qui s'estompée peu à peu. Mitterrand rappelait, il y a quelques années, à la télévision, l'origine anarchiste du syndicalisme français, pour excuser l'âpreté des rapports.

(3) Larry Portis, I.W.W. et syndicalisme révolutionnaire aux Etats-Unis, éditions Spartacus, 148 pp., 70 F, disponible à la librairie du Monde libertaire.



La police en action (au Mans, le 24 septembre)

par la répression. Mais l'impression de victoire qu'avait donné la grève générale dans le livre n'a pas arrêté la justice bourgeoise. Alors que la C.G.T. réunissait, à Paris, plusieurs dizaines de milliers de travailleurs pour sa journée d'action, le Tribunal de grande instance du Mans a autorisé la société les Tabacs reconstitués à saisir 500 F, par mois, sur les salaires des 4 cégétistes. Pour rembourser la grève de 1985, éva-

telles affaires ? Ce qu'on appelle maintenant les « procès d'intimidation financière » semblent rester sans trop d'effet dans la réalité quotidienne. Les patrons renonçant à récupérer les énormes sommes sur le salaire des grévistes incriminés. Les mesures sont donc « absurdes » dans leur application, mais le but semble être en fait tout autre.

Ce qui importe au patronat, c'est d'imposer peu à peu, dans

AVORTEMENT

Le Planning familial en procès ?

LE M.F.P.F. (Mouvement français pour le planning familial) organisait à son siège parisien, le lundi 28 septembre 1987, une conférence de presse pour informer l'opinion publique de l'inculpation qui frappe ses associations départementales du Rhône. Depuis de nombreuses années, et sur demande, le planning met à la disposition de ses adhérents un document informatif sur les conditions d'avortement dans certains pays étrangers, ainsi que sur les conditions de transport (horaires des trains, par exemple).

Il s'est trouvé un juge, à Thionville, pour inculper la section locale du M.F.P.F. sous le prétexte de : « publicité pour l'avortement » ! Quelques mois plus tard, sans doute conscient du ridicule de la chose, le juge enterrait le dossier. Mais, en septembre 1987, un autre juge, dans le Rhône celui-là, reprenait la piste. Il faut espérer qu'il se renseignera auprès de ses collègues de Thionville.

Tous les amis du planning familial sauront lui faire savoir ce qu'ils en pensent, à lui, et à tous les cafards, les bigots, les pisse-froids, les « Laissez-les Vivre », enfin tous ceux que le M.F.P.F. empêche de dormir depuis plus de trente ans. Morte la bête ? Non, assoupie. A nous de ne dormir que d'un seul œil.

Yves PEYRAUT

NOUVELLES DU FRONT

• **RENCONTRE.** La 7^e rencontre nationale de la Coordination de soutien aux réfractaires (C.S.R.) s'est tenue les 26 et 27 septembre à Nantes, où elle a réuni les représentants d'une dizaine de groupes antimilitaristes. Eric Hébert était, malheureusement, excusé... Elle a, en particulier, souhaité un renforcement de la solidarité internationale des réfractaires, à l'Est comme à l'Ouest, et s'est préoccupée des interdictions professionnelles et des pressions sur les employeurs d'objecteurs (voir M.L. n° 674) : nouvelle méthode perverse pour isoler les réfractaires. (Communiqué de la C.S.R.)

• **ON A GAGNÉ !** Les manœuvres militaires franco-allemandes n'ont décidément pas fini de faire parler d'elles. Par le nombre de victimes causées... qu'est-ce que cela serait en cas d'affrontement réel ? Par le réalisme de la simulation : pas d'avions pour ne pas gêner les manœuvres, ralentissement « obligé » de l'« ennemi », qui allait vraiment trop vite, rapport de force de 1 à 2 (au lieu de 1 à 5), etc. On rit encore de la demande d'engagement d'un régiment d'hélicoptères (90 appareils) pour « détruire »... 12 chars ennemis ! Les « bleus » ont quand même gagné... grâce aux « rouges ».



• **ETRE OU NE PAS ETRE ?** Deux objecteurs insoumis du Mans, Didier Briand et Roland Bouvet, ont trouvé une manière originale de se rendre au tribunal de Laval pour y être jugés. Ils ont traversé, avec deux autres compères, la ville en tenue de bagnard (costume rayé, chaîne et boulet symbolique au pied). Espérons pour eux que la prophétie ne se réalisera pas : jugement le 21 octobre.

• **MANIPULATION ET BINATIONALITÉ.** Les jeunes possédant la double nationalité n'exécutent qu'une seule fois (heureusement) le service militaire, si un accord a été signé entre les deux pays. C'est le cas pour l'Algérie et la France. Le Front national conteste cet accord, datant de 1983, et s'offusque qu'un jeune Français puisse faire son service militaire en Algérie car, dit-il, 90% des Franco-Algériens optent pour ce choix. Ce qu'il oublie de dire c'est que ces 90% ne représentent, en fait, que 19% puisque les jeunes en question s'abstiennent massivement de faire un choix et attendent d'être appelés pour faire leur service en France... ou être réfractaires (ce que les statistiques n'indiquent pas, par hasard uniquement).

Georges HOST

L'HISTOIRE de Mme Ledrut pourrait appartenir à l'espace du fonctionnel, et sortir tout droit d'un roman de Kafka, tant l'absurde et l'arbitraire s'y disputent la place. Hélas ! les faits rapportés ci-dessous s'inscrivent bel et bien dans la réalité. Voici, en effet, plus de quatre ans que Mme Ledrut arpente les dédales administratifs et asilaires.

Il aura fallu attendre le 23 septembre 1987, pour que la cour d'appel de Paris reconnaisse « le trouble manifestement illicite » constitué par le maintien en internement de Mme Ledrut à l'Hôpital psychiatrique de Perray-Vaucluse.

En novembre 1983, le préfet de police internait en placement d'office Mme Ledrut pour la raison suivante : mettre fin à ses difficultés financières ! Il s'impose de recapituler les prémices de l'affaire. Ceux-ci s'organisent autour d'un fait d'escroquerie et remontent aux années 60.

• 1960 : M. Jean Ledrut apporte aux éditions « Hortensia » la partition du film *Austerlitz*, d'Abel Gance.
• 1963 : procès « Austerlitz-Telstar », Louigny, représentant des éditions « Hortensia », s'est approprié le thème de Jean Ledrut.
• 1970 : à la suite d'un référé, M. Ledrut touche une partie de ses droits d'auteur.

• 1974 : la S.A.C.E.M. effectue une cession à Jean Ledrut et rebloque ses droits.

• 1975 : la S.A.C.E.M. interrompt l'allocation d'entraide-retraite, qui représente un subsiste misérable.

• 1976 : M. et Mme Ledrut ne parviennent plus à payer leur loyer ; par ailleurs, ils ne trouvent aucun autre logement, du fait du blocage de leur retraite par la S.A.C.E.M.

PSYCHIATRIE

Un internement abusif

• Octobre 1976 : le tribunal d'instance prononce l'expulsion de M. et Mme Ledrut.

• Le 12 avril 1982 : suite à une tentative d'expulsion illégale, Jean Ledrut cède d'une crise cardiaque.

• Le 12 mai 1982 : le Tribunal administratif de Paris déclare le préfet de police subrogé tuteur à Mme Ledrut et le condamne à payer 196 392,12 F à la S.C.I.

• Le 19 octobre 1983 : ce même tribunal condamne, à nouveau, le préfet de police à verser une indemnité de 110 040,28 F à la S.C.I.

• Le 10 novembre 1983 : Mme Ledrut est convoquée au commissariat de police et internée, dans un premier temps, à l'infirmerie psychiatrique de la Préfecture de police de Paris, puis, le 11 novembre 1983, sur ordre du préfet de police, à l'Hôpital psychiatrique de Perray-Vaucluse.

• Le 14 novembre 1983 : déménagement et vol d'une partie des meubles et objets de Mme Ledrut.

• Le 20 mars 1984 : mise sous tutelle de Mme Ledrut, sur demande du médecin-chef de l'hôpital.

• Le 26 mars 1984 : transfert des meubles restants, à l'Hôtel-Drouot pour vente aux enchères.

• Le 22 juin 1984 : le Tribunal de grande instance d'Evry ordonne la sortie de Mme Ledrut de l'Hôpital psychiatrique de Perray-Vaucluse.

• Le 2 novembre 1984 : sortie effective de Mme Ledrut après un an d'internement.

• Le 26 février 1985 : Mme Ledrut effectue plusieurs requêtes, soutenues par le groupe « Information Asiles », devant le Tribunal administratif de Paris pour sortir de l'hôpital psychiatrique.

• Octobre 1985 : plainte contre X. avec constitution en partie civile de Mme Ledrut pour vol (tant le commissaire priseur que le garde-meuble, ou l'huissier responsable de la saisie ne peuvent fournir de traces des meubles et objets disparus !).

• Le 21 mai 1986 : une requête en dommages et intérêts de Mme Ledrut pour arrestation illégale et arbitraire, internement illégal abusif et arbitraire, expulsion illégale est déposée au Tribunal de grande instance de Paris (le groupe « Information Asiles » se constitue en partie civile).

Après cette rétrospective, il est nécessaire de s'appesantir sur la procédure globale qui régit cette affaire depuis ses débuts. S'il n'était le traqueur de l'affaire, les circonstances de l'expulsion de Mme Ledrut relèveraient, pour le moins, du rocambolesque. Le 10 novembre 1983, alors que du fait de l'hiver aucune expulsion légale n'était possible, la police convoquait par téléphone Mme Ledrut, à propos de prétendus faits nouveaux concernant une affaire la mettant au prise avec un anti-quinquaire qui l'avait escroquée, lors de la vente des meubles. Rendue au commissariat, elle apprit la raison réelle de sa convocation : à savoir son expulsion ! Sur ce, elle fut emmenée directement à l'infir-

merie psychiatrique de la Préfecture de police de Paris, pour être, le lendemain, enfermée à l'Hôpital psychiatrique de Perray-Vaucluse.

Autres faits à souligner, les effets de mise sous tutelle de Mme Ledrut, afin de « protéger ses biens et sa personne » équivalèrent à dépouiller celle-ci de l'ensemble de ses biens et à la déchoir de tout droit civique. Aussi, fut-elle mise dans l'impossibilité de saisir la justice de son cas, seul le gérant de tutelle, en l'occurrence le médecin-chef de l'hôpital, ayant la capacité juridique d'aller en justice pour faire contrôler sa gestion ! De même, tandis qu'elle faisait appel au juge, pour obtenir sa sortie, elle vit le magistrat donner les pleins pouvoirs à ceux qui la séquestraient, soit le directeur de l'hôpital et les psychiatres !

Aujourd'hui, sans son opiniâtreté, Mme Ledrut serait encore dans un mouvoir asilaire. Toute cette affaire démontre à l'envie la collusion des différentes instances juridiques, psychiatriques et policières. De plus, elle illustre, de manière exemplaire, le pouvoir discrétionnaire conférée à ces mêmes instances.

Le cas de Mme Ledrut ne constitue qu'un cas parmi d'autres. En effet, plus de mille personnes ont recours chaque année aux tribunaux pour demander leur sortie d'hôpital psychiatrique. De telles affaires tirent leur légitimité d'une loi vieille de plus d'un siècle, laquelle loi permet aux préfets d'interner à leur gré quiconque constitue « une menace à l'ordre public », notion au demeurant pré-cise et fluctuante selon les intérêts du pouvoir en place.

Adèle HODAC

ÉRIC HÉBERT

Rendez-vous au procès, le 14 octobre

NOUS connaissons maintenant la date du procès en appel de notre camarade Eric Hébert : le 14 octobre, à 14 h, au tribunal de Douai (chambre n° 4). Parce qu'il refuse le terrorisme d'Etat, Eric a été condamné à 14 mois de prison ferme. Depuis le 10 avril, il connaît les « joies » des geôles françaises (voir M.L. de la semaine précédente).

Que pouvons-nous faire pour l'aider dans son combat, le sortir des griffes du Moloch ? Tout

d'abord lui écrire à la maison d'arrêt : n° 12 173, cellule 338 B, 505, rue de Cuinay, 59500 Douai. Pour le moral et pour montrer à l'administration pénitentiaire que l'on n'oublie pas le prisonnier Eric Hébert, c'est essentiel !

En deuxième lieu, une opération « coups de grelot » a été montée avec l'aide de Radio-Libertaire : alors téléphonez, faites sauter les standards. Mercredi 7 octobre (trop tard, hélas !, pour de nombreux lecteurs du *Monde libertaire*) : il faut assiéger le tribunal de Douai (tél. : [16] 27. 97.45.60) ; jeudi 8, c'est le tour du ministère de la Justice (tél. : [16.1] 42.61.80.22) ; et vendredi 9, offensive tout azimut contre le ministère de la Défense (tél. : [16.1] 42.61.80.22). Exigez, réclamez la libération immédiate du prisonnier d'opinion et otage de l'armée française, séquestré depuis le 10 avril 1987. Faites-le par téléphone, mais aussi jusqu'à un procès par tout autre moyen : lettres, télégrammes, télélex...

Par ailleurs, toute la semaine, des actions auront lieu pour faire pression sur les autorités concernées. Vous en saurez plus, si vous habitez la région parisienne, en écoutant votre station préférée : R.-L. (89.5 MHz) ; sinon soyez au rendez-vous la semaine prochaine dans ces mêmes colonnes (1).

Pour se rendre au procès, de Paris, un autocar sera loué selon le nombre de participants qui se manifesteront à la librairie du Monde libertaire. Alors, sans tarder, retenir votre place en appelant au (16.1) 48.05.34.08 (prix du transport estimé, variant selon le remplissage : moins de 100 F). Si vous habitez une région où un comité de soutien existe, contactez-le ! Nous

devons montrer par notre présence que ce n'est pas uniquement Eric qui sera jugé ce jour-là, mais tous les réfractaires, les antimilitaristes, les pacifistes, les anarchistes. Prouvons-leur que nous pouvons les empêcher de militariser en

rond : libération immédiate de notre compagnon !

Georges HOST

(1) Autre possibilité : téléphonez au répertoire antimilitariste de la C.S.R. au (16.1) 43.03.62.03.

LOGEMENT

Les commissions de conciliation

LA loi Méhaignerie a créé des commissions départementales de conciliation. Elles émettent des avis sur les problèmes individuels entre locataires et propriétaires, lors du passage de la loi Quilliot à la loi Méhaignerie ou en cas de sortie de la loi de 1948 (voir *Monde libertaire* n° 675). Ces commissions prennent la suite des commissions des rapports locaux de la loi Quilliot. Elles sont composées à parité de représentants d'organisations de locataires et d'organisations de propriétaires. Le nombre de membres et leur composition sont déterminés par les préfets, dans des limites fixées par décret.

Du 1^{er} février au 25 septembre inclus, la commission parisienne a été saisie 1 639 fois : 3 fois le premier mois et 504 fois du 1^{er} au 25 septembre. Cette progression traduit l'augmentation du nombre de litiges et, donc, l'ampleur du mouvement de la hausse des loyers. Elle s'explique aussi par le caractère obligatoire du passage devant la commission (pour les litiges cités au premier paragraphe).

La commission a rendu 287 avis favorables (tous les dossiers soumis ne relevaient pas de sa compétence : certains dossiers ont été présentés trop tôt ou trop tard ; quelques hausses étaient illégales...) : soit 40 conciliations, 136 avis unanimes et 111 désaccords entre représentants d'organisations de locataires et d'organisations de propriétaires. Cela signifie que 247 dossiers vont logiquement aboutir devant les juges. Question à cent francs : quelles décisions vont prendre les juges dans les 111 cas pour lesquels la commission n'a pas pu se mettre d'accord ? (1).

L'exemple de Paris montre l'inutilité, pour les locataires, de ces commissions. Celles-ci semblent être un instrument pour étouffer toute contestation à l'occasion des premières hausses. Les commissions disparaîtront, en effet, en 1992 ou en 1996, suivant la taille des communes, en même temps que la loi Quilliot.

J. (Gr. Flores-Magón)

(1) Rappelons que les commissions, lorsqu'elles arrivent à un accord unanime de leurs membres, ont tendance à réduire de moitié les hausses. Mais les propriétaires doublent leurs prétentions (voir *Monde libertaire* n° 675).

**ÉRIC HÉBERT, INSOUMIS TOTAL
PRISONNIER D'OPINION ET OTAGE
DE L'ARMÉE FRANÇAISE DEPUIS LE 10 AVRIL**

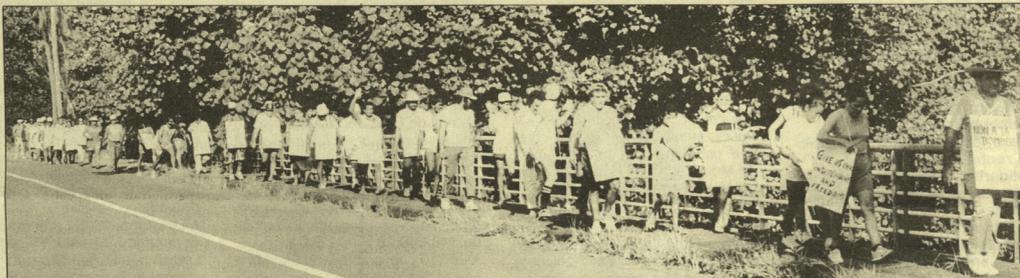
POLYNÉSIE

« L'indépendance en marche »

JAD, retourné en Polynésie après un an de tour du monde effectué pour populariser la situation des habitants de cette région (soumis à l'impérialisme français et aux essais nucléaires), nous envoie des informations concernant une marche souvenir. Marche du souvenir, car il s'agissait de rappeler que le territoire a été colonisé militairement, après de sanglants combats, en 1844.

La presse nationale ayant peu ou pas du tout évoqué cette manifestation pacifique — peut-être trop, à son goût, pour daigner figurer au sein de ses colonnes —, le *Monde libertaire* se fait l'écho de celle-ci, grâce à la plume de notre ami Jad.

Le comité de rédaction



OSCAR Temaru, leader incontesté du F.L.P. (Front de libération de la Polynésie), étant, selon ses propres termes, excédé de voir que les « collabos » vendus aux occupants français s'obstinent à fêter le 29 juin comme l'anniversaire de leur pseudo-autonomie interne obtenue en 1985, a voulu rappeler au peuple maohi que, bien avant ça, le 29 juin est aussi l'anniversaire de l'appropriation par la force de tout leur pays par l'armée coloniale française en 1844. Et, surtout, que cet anniversaire est celui de combats sanglants, qui eurent lieu en 1844, entre les troupes d'invasion françaises et les populations résistantes de la commune de Faa'a, dont Oscar est le maire depuis 1983. Pour cela, Oscar Temaru a décidé d'organiser, avec ses partisans, une marche de quatre jours autour de l'île de Tahiti. Un groupe devant passer par la côte Est, un autre par la côte Ouest.

Une idée qui fait peur

Vu l'indolence polynésienne, copieusement favorisée par le soleil d'une part et, d'autre



part, tenant compte qu'à cette époque viennent juste de démarrer les semaines de bragues traditionnelles du juillet tahitien, cette marche relevait de la gageure. Et pourtant l'idée fit peur au haut-commissaire, Pierre Angeli, qui fit pression sur les maires de toutes les communes que cette manifestation devait inmanquablement traverser. Huit maires, sur une douzaine, cédèrent à ces pressions et interdirent à Oscar de passer par leur district. Le haut-commissaire put alors prétexter l'opposition des huit communes pour interdire totalement la marche, déclarée trouble-fête.

Obstiné, Oscar fit alors appel en référé pour surseoir à l'exécution de l'arrêt. La décision, qui aurait dû être prise dans les 48 heures, soit le jeudi au plus tard, ne le fut que le vendredi après un simulacre de jugement de près de 2 heures. Le but évident de cette comédie judiciaire était de faire perdre du temps à Oscar, tenu d'être présent ; comble de culot la publication de la décision fut reportée à 17 h, alors que la séance s'achevait vers 11 h.

Avec l'aide de Dieu

Le départ de la marche, initialement prévue dès le vendredi matin, fut de ce fait reporté à 15 h. Le départ eut lieu sans plus attendre la décision du tribunal, Oscar étant bien décidé, quelle qu'elle soit, à effectuer le parcours prévu malgré les interdits du haut-commissaire et les menaces de barrage du président de l'Assemblée territoriale, Roger Doom ; qui avait déclaré la veille à la presse locale : « Oscar ne passera pas dans ma commune, et s'il essaye je l'en empêcherai et je serai en tête

de la délégation pour lui barrer la route, à lui ou à un autre ».

A 15 h donc, les deux cortèges se formèrent après une prière, car rien ne se fait sans prière dans le parti d'Oscar, qui a d'ailleurs pour devise « Dieu est mon maître ». En effet, qu'on l'apprecie ou qu'on le déplore, la réalité est là. En Polynésie, la lutte pour l'indépendance ne se fera pas sans la foi en l'aide divine (1). La majorité des Polynésiens a été à ce point conditionnée par la pensée chrétienne, qu'elle ne peut présentement ni s'en affranchir ni rien concevoir sans s'y référer. Mais cela n'est pas pour autant dans le sens de la soumission aux puissances terrestres dominantes ; bien au contraire, puisque c'est dans la Bible même des colons que bien des Polynésiens trouvent bon nombre de raisons de s'opposer à la politique impérialiste française, notamment en ce qui concerne les essais atomiques et l'absolue nécessité de la force de dissuasion de nos gouvernants. Par exemple, le commandement divin « Tu ne tueras point » leur paraît bien loin d'être respecté dans l'élaboration d'engins de destruction, fussent-ils prétendument dissuasifs (2).

d'accomplir sa première étape, sans aucun problème. Même le président de l'Assemblée territoriale, Roger Doom, malgré ses fanfaronnades de la veille, avait négligé de s'interposer lors du passage dans sa commune. Les manifestants avaient donc tout lieu de se réjouir de ce premier succès sur le terrain, d'autant que tout au long du chemin la population avait été ou bien favorable ou bien inexistante ; en tous cas, jamais hostile.

Après le repas, un discours d'Oscar fut retransmis en vidéo, puis complété par lui-même, afin de sensibiliser aux problèmes de Mururoa et de l'indépendance les marcheurs et, surtout, la population avoisinante venue fort nombreuse pour la circonstance.

L'accueil du public

Après une bonne nuit « à la belle étoile », nous entreprîmes la deuxième étape qui, comme la veille, s'effectua sans aucun problème. La file conduite par Salmon contourna la grande île par la côte Ouest, et celle d'Oscar par la côte Est. Les journaux du jour répétaient l'interdit de la manifestation, sans en

tout de même l'envoi de plus de deux policiers, à chaque fois, pour que leurs interventions puissent être prises en considération. Mais, apparemment, en haut lieu, on ne tenait pas à voir les choses s'envenimer dès lors que la marche se poursuivait de toute façon.

Le long du chemin, l'accueil demeurait sympathique. Des touristes étrangers, en car, nous saluaient même en faisant des « V » pacifistes. Le soir, un bon repas tahitien récompensa tout les participants. Ceux-ci commençaient à ressentir la fatigue, particulièrement certaines personnes âgées ou corpulentes qui, malgré ces handicaps, participaient courageusement à cette longue marche de quatre jours. Exploit bien inhabituel dans ce pays au soleil de plomb.

La dernière étape

Le quatrième et dernier jour réservait l'étape la plus longue et la plus critique, puisque nous devions passer par la capitale en fête où nous devions, paraît-il, courir le risque de rencontrer des groupes opposés à cette manifestation. En fait, plus nous approchions de Papeete plus nos effectifs se multipliaient.

A Mahina, le maire Emile Vernaudon, qui avait autorisé la marche dans sa commune, nous retint quelques instants pour un petit discours d'encouragement. Les journalistes locaux réapparurent enfin. L'un d'entre eux tenta de nous dissuader de poursuivre plus avant où il avait, paraît-il, repéré d'importantes forces de police qui devaient nous empêcher de passer. En fait, une vingtaine de policiers bloquaient une route conduisant à un stade, où nous n'avions jamais eu l'intention de nous rendre. Nous passâmes donc devant eux sans comprendre leur manœuvre, qui ne nous empêcha en rien de poursuivre notre chemin vers Papeete où nous arrivâmes en début d'après-midi, fatigués certes, mais heureux d'approcher du but.

La traversée de la capitale, contre toute attente, se fit absolument sans aucun heurt avec la population, ni avec aucun groupe d'opposants d'ailleurs. Au contraire, nos effectifs ne cessaient pas de grossir à mesure que nous approchions de Faa'a. Jusque-là nous étions restés en file indienne, comme il avait été décidé que nous le ferions. Mais à l'entrée de Faa'a, étant rendu dans la ville où Oscar est maire, les consignes changèrent immédiatement. A notre rencontre, bloquant toute la route, un groupe folklorique, musique en tête, nous attendait. Ce fut l'explosion. Toute la rue se trouva soudain occupée. Des « mamas » tahitiennes, en costume traditionnel et équipées de balais de « niau », vinrent encadrer Oscar. Après quelques danses du groupe folklorique, la marche reprit très lentement et sur toute la largeur de la route maintenant, le public fort nombreux se joignant à nous. La nuit tombant, des centaines de torches s'enflammèrent partout, donnant la touche finale à cette manifestation.

mentionner l'accomplissement inéluctable. Et pourtant celle-ci se déroulait sous les yeux d'un public bon enfant.

Tout au long du chemin, celui-ci nous prodiga ses encouragements verbaux et aussi sous forme de poignées de main, de présents, de balais de « niau », de noix de coco, de citronnades ou de sandwiches préparés pour tous. Les autorités des communes qui avaient interdit le passage de la marche se gardèrent bien d'intervenir d'une façon ou d'une autre. Le soir, le même rite que la veille se reproduisit avec repas, discours et longues conversations avant de s'endormir.

Le troisième jour étant un dimanche, les marcheurs partirent tôt, afin que chacun puisse assister à la messe dans une église ou un temple au passage. Ce cérémonial fut suivi par presque tous, hormis moi, bien sûr, et quelques jeunes, dont un (une exception) se déclara ouvertement athée.

Après la messe, nous reprîmes la route sans autres problèmes que l'intervention immédiate d'un policier français, qui n'acceptait pas d'être filmé « dans l'exercice de ses fonctions ». Cela lors d'une de leurs rares tentatives d'intimidation, où ils rappelaient aux manifestants les risques légaux auxquels ils étaient susceptibles de s'exposer en enfreignant l'interdit du haut-commissaire. Ce policier zélé voulut confisquer la caméra vidéo du service information du F.L.P., qui effectuait le reportage de la marche. Il ne réussit qu'à se rendre encore plus ridicule, sans pouvoir confisquer quoi que ce soit.

Bien que les marcheurs n'aient été qu'une centaine de chaque côté de l'île, il aurait fallu



Quand les deux files, celle de la côte Ouest et la nôtre, se retrouvèrent à l'arrivée, devant le monument aux morts de Faa'a, ce fut le délire. Oscar et Salmon tombèrent dans les bras l'un de l'autre, s'embrassant, pleurant de joie, heureux d'avoir réussi à mener à bien cette marche si controversée au départ. Après, tous assis à terre, bloquant toute circulation pour plusieurs heures, ce fut discours, chants et danses.

L'arrivé à Faa'a

Plus tard, à la mairie, fut servi un dernier repas. Il convient de préciser que tous les repas, durant cette marche, furent sans alcool. Petit détail qui a son importance ici, où l'alcoolisme fait des ravages. A noter que durant ces derniers jours tous les marcheurs respectèrent également la consigne de ne pas boire d'alcool. Le « *pacalolo* » (marijuana locale) qui sévit particulièrement dans la jeunesse d'ici fut également banni des préoccupations des jeunes manifestants.

Que dire de plus de cette marche ? Qu'elle aura trempé la volonté de ceux qui y ont participé. Certes, il y a longtemps pour la plupart qu'ils protestent contre la bombe et réclament l'indépendance, mais cette fois ce ne fut pas un engagement seulement verbal où une présence de quelques heures. Ce furent quatre jours d'efforts constants qui n'auront pas laissé que des ampoules aux participants. Ils ne furent que quelques centaines, certes, à effectuer tout le parcours ; mais à travers eux, à travers leur détermination et leur courage, on peut d'ores et déjà dire que « *Oui, l'indépendance est en marche en Polynésie !* », et ça ne fait que commencer.

Jusqu'à maintenant les Polynésiens protestaient verbalement, priaient, se rassemblaient pour quelques heures. Cette fois, ils ont marché quatre jours. Ne croyez pas qu'ils vont dormir demain. Un chant fut improvisé durant cette marche. Il dit à peu près ceci : « *Réveille-toi peuple Maohi / Il n'est plus temps de dormir / Il faut te lever et reconquerir ton indépendance / Aide-toi, le ciel t'aidera / Prie ton dieu qu'il te donne la force de te lever / Il te la donnera / Alors tu nous rejoindra / Réveille-toi...* » Ce

n'est pas, certes, ce qu'il y a de plus révolutionnaire, mais ça commence comme ça par ici, et qui sait comment cela finira ?

Effet « boule de neige »

Vous savez maintenant que cette idée de marche pour l'indépendance a été reprise par les Kanaks, notamment pour boycotter les élections en Nouvelle-Calédonie. Leur marche à eux fut aussi interdite, bien sûr, mais cette fois avec l'appui musclé et armé d'importantes forces de police dont vous avez pu, sur vos petits écrans (grâce à la « *complaisante* » télévision australienne), apprécier l'autorité à matraquer des indigènes leur tendant des fleurs. C'est que la situation là-bas, où le F.L.N.K.S. mobilise la grande majorité des Kanaks, ne leur permettait plus cette fois d'espérer que la marche indépendantiste passe inaperçue, comme ils avaient cru, à tort d'ailleurs, que ce serait le cas ici, où le F.L.P. est encore loin de mobiliser avec autant d'unanimité la population polynésienne. Aussi s'efforcent-ils maintenant de stopper par la force cette idée de marche porteuse d'indépen-

dance. Et pourtant, qu'ils la traitent par une pseudo-indifférence ou par une répression armée, cette idée fait son chemin.

Ne soyons donc pas étonnés que les Martiniquais l'aient repris à leur compte en organisant une marche de solidarité avec les Kanaks le 12 septembre. Et ne soyons pas étonnés que partie de Tahiti, l'idée de marche pour l'indépendance y revienne tout naturellement après la Kanaky et la Martinique. En effet, le 12 septembre, avait lieu, également ici, une marche de soutien aux Kanaks. C'est une initiative du F.L.P., bien sûr, mais cette fois plusieurs autres partis polynésiens s'y sont joints ; notamment « *Ia Mana Te Nuna'a* » de Jacky Drollet, le parti de Vernaudon et celui de Juventin. Décidément, « *l'indépendance en marche* » semble bien être une idée à suivre.

JADE

(1) Ce qui nous donne tout de suite une idée du type, hélas ! *batard*, d'indépendance recherchée là. En fait, il existe bien une organisation politique laïque : « *Ia Mana Te Nuna'a* » (le pouvoir au peuple), ouvertement déclarée, aussi, contre les essais et pour l'indépendance ; mais ce parti, sur lequel nous reviendrons une autre fois, se manifeste bien peu sur le terrain et ne jouit, de ce fait, d'une réelle implantation dans la population qu'après des couches intellectuelles (enseignantes, par exemple). Ce qui marginalise considérablement son impact, non négligeable, certes, mais hélas ! peu représentatif de la volonté populaire fortement empreinte de religiosité.

(2) Bien que résolument athée, et donc peu satisfait d'avoir à constater combien le peuple polynésien se trouve assujéti à la pensée judéo-chrétienne, après deux siècles d'évangélisation coloniale, je n'en considère pas moins que ce n'est pas une raison pour que ce peuple soit sacrifié à l'expérimentation d'armes françaises de chantage atomique, et que, chrétiens ou pas, sa vie et son indépendance (celle qu'il choisira, pas nécessairement celle dont on rêve pour lui) n'en sont pas moins à prendre en considération. Tout autre comportement relevant d'un racisme idéologique, dont l'intolérance n'est pas moins inacceptable que toute autre forme de discrimination.



NOUVELLE-CALÉDONIE

Le référendum : une mascarade !

LES résultats du référendum du 13 septembre sont connus. Avec un taux de participation de près de 59%, aussi bien le gouvernement que les colons ont crié victoire. D'ailleurs, de manière générale, la presse, de moins dans ses titres, s'en est fait l'écho. A y regarder de plus près, on ne peut qu'être choqué par cet enthousiasme — enthousiasme bien relatif, aussi bien du côté Pons-Chirac que du côté R.P.C.R. Car y a-t-il lieu de s'étonner du fait que la communauté caldoche se soit déplacée en masse pour voter ? On sait combien le référendum avait un enjeu politique : montrer que le F.L.N.K.S. est complètement marginalisé au sein de la communauté kanak, et, donc, qu'en Nouvelle-Calédonie plusieurs ethnies vivent en harmonie dans le cadre institutionnel français.

Un échec

Et de ce point de vue, c'est un échec : plus de 80% de la population mélanésienne a boycotté les élections, suivant ainsi les consignes du F.L.N.K.S. Une fois de plus (1), l'Etat colonial n'a pu mettre à l'écart cette organisation et, donc, le fait indépendantiste. C'est d'autant plus un échec que la politique de Pons tend à unir contre elle l'ensemble des organisations indépendantistes ; cette fois-ci, le L.K.S. aussi appelait au boycott.

Le référendum est donc une mascarade, dans la mesure où il ne sert qu'à confirmer ce qu'on savait déjà : les Caldoches veulent maintenir le colonialisme, les Kanaks s'en affranchir. Fort de ce constat, le F.L.N.K.S. a lieu d'être satisfait, mais les problèmes n'en demeurent pas moins. Au vu de la répartition de la population (tableau ci-contre), les résultats du référendum indiquent nettement que toutes les

Ceci est un échec pour le F.L.N.K.S. (2). Selon J.-M. Kohler, « toutes les tendances du mouvement nationaliste admettent que le terme « Kanak » n'a ici qu'une acception politi-



que et n'indique aucune appartenance ethnique » (3). D'ailleurs, « L'objectif d'une société kanak signifie la construction d'un peuple multiracial, solidaire et fraternel. Ça ne veut pas dire que la future société sera entièrement mélanésienne. Le droit à la différence sera respecté, mais nous ferons en sorte qu'il n'y ait pas de rapport de domination d'une ethnie sur l'autre » (4). Pour que ces intentions ne restent pas des vœux pieux, il reste donc beaucoup de chemin à parcourir, qu'il revient aux indépendantistes de réaliser. A l'issue du scrutin, Chirac s'est empressé d'aller sur le « *caillou* » prôner l'apaisement, la réconciliation et l'égalité ethnique. La réalité est toute autre (voir encadré) et, décidément, tétue.

J.-C. (Gr. Sabate)

(1) En septembre 1985, la stratégie du P.S. était d'annihiler les structures qualifiées d'extrémistes au profit de la constitution d'un centre, où les communautés caldoches et kanaks pourraient dialoguer. Cela devait se traduire par une mise à l'écart du F.L.N.K.S. Or, lors du scrutin portant sur la constitution des régions Fabius-Pisani, le F.L.N.K.S. emportait la majorité dans trois régions sur quatre.

(2) Voir Courant Alternatif n° 67, « Kanaky, où va la lutte ? », qui pose le problème du manque de projet de société.

(3) J.-M. Kohler, Colonie ou démocratie. Eléments de sociologie politique sur la Nouvelle-Calédonie, Edipop, Nouméa.

(4) Pierre Declercq, Cahiers P. Declercq n° 1, septembre 1982.



communautés immigrées ont voté pour le colonialisme. Le F.L.N.K.S., et la population kanak en général, n'a pas pu se rapprocher des Wallisiens, Tahitiens, etc.

NOUVELLE-CALÉDONIE

Quelques chiffres

Les chiffres, c'est bien connu, on peut leur faire dire ce que l'on veut ! Résultats de sondages, chiffres électoraux... Mais certains chiffres sont rarement, voire jamais, portés à la connaissance du public. Ceux qui suivent sont tirés de la brochure de J.-M. Kohler, *Colonie ou démocratie*.

La population globale de la Nouvelle-Calédonie est de 150 000 personnes (selon le dernier recensement), et elle comprend :

- 43% de Mélanésiens (estimation minimale) ;
- 37% d'Européens ;
- 9% de Wallisiens ;
- 4% de Tahitiens (et assimilés (sic)) ;
- 2% de Vietnamiens ;
- 2% de classes divers.

Les deux tiers de la population mélanésienne vivent en secteur rural ; leur lot, c'est une vie pauvre à la périphérie du système marchand. Les Européens y sont vingt fois moins nombreux, mais ils possèdent deux fois plus de terre (en superficie).

Les Européens occupent 90% des emplois d'encadrement, des professions culturelles et libérales (contre 4% pour les Mélanésiens) ; ils représentent, aussi, 70% des entrepreneurs, artisans et commerçants (contre 5% pour les Mélanésiens).

Moins de 25% des Mélanésiens avaient une occupation professionnelle en 1983, contre plus de 50% dans la population européenne (avec presque deux fois plus de chômeurs déclarés chez les Mélanésiens).

Y a-t'il réellement besoin de commentaires ?

J.-C.

	revenu moyen en zone rurale	revenu moyen en zone urbaine	revenu total moyen (1)
Mélanésiens	132 000	266 000	172 000
Européens	410 000	795 000	698 000

(1) Revenus moyens annuels en francs C.F.P. (cours français du pacifique). 1 F.C.F.P. est égal à 0,055 F métropolitain.

MOUVEMENT RÉVOLUTIONNAIRE

Les juifs et l'anarchisme

Il serait difficile de commencer cet article sans parler de l'antisémitisme ouvrier. Il ne faut pas se voiler la face mais aborder sereinement la question. On trouve, par exemple, chez Proudhon des phrases inadmissibles contre les juifs, même si cela n'ôte rien à la valeur de son système économique et politique. Par la suite, certaines publications auront des relents d'antisémitisme, mais celui-ci n'est pas

que de gens qui ont derrière eux le génocide de la Seconde Guerre mondiale. Depuis cet épisode monstrueux, nous avons tendance à faire des assimilations un peu rapides. Les historiens de la gauche socialistes, qui pratiquent volontiers l'amalgame entre extrême droite et révolutionnaires du XIX^e siècle avec de telles « preuves », feignent d'ignorer la contribution des juifs au mouvement ouvrier. Comment y

pensée juive. Nous reviendrons sur ce sujet. Objet de la propagande antisémite, il fut massacré en 1919 par des soldats à Munich (2). Si Rudolf Rocker n'était pas juif, il participa au journal anarchiste juif *Arbeter Fraynt*, puis il apprit le yiddish et écrivit directement dans cette langue. Aussi, lorsqu'il émigra à Londres, vers 1903, il n'eut aucun mal à s'intégrer dans la communauté juive de l'East End, déjà influencée par les écrits de l'anarchiste Johann Most. Rocker participa activement aux luttes des ouvriers juifs, comme les grèves des tailleurs londoniens de 1906 et 1912 au cours desquelles l'influence d'*Arbeter Fraynt* fut essentielle.

On peut aussi évoquer le rôle des anarchistes juifs aux Etats-Unis. A New York, Johann Most, puis Emma Goldman, juive d'origine russe, ont eu une certaine influence. Il faut dire, cependant, qu'Emma Goldman fut mise à l'index par les milieux traditionnalistes, en raison de sa vie amoureuse. Des anarchistes juifs participèrent à l'organisation du syndicat des travailleurs du textile et d'autres syndicats new-yorkais.

Ce panorama international est bien sûr incomplet, et nous avons surtout mis en avant quelques exemples. Il manque une étude d'ensemble sur le sujet ; espérons que des historiens remédieront à cette lacune.

Anarchisme et sionisme

D'une façon générale, l'influence anarchiste dans la communauté juive va décroître au XX^e siècle pour deux raisons : l'essor du parti communiste (qui liquidera ses militants juifs sous Staline) (3) et le développement du sionisme.

Globalement, l'opinion des anarchistes à l'égard de cette dernière théorie fut (et reste) plutôt critique. Bien sûr les sionistes (à partir de 1894) préférèrent le terme pudique de « foyer » à celui d'Etat, surtout afin de ne pas effaroucher.

Pourtant l'ouvrage fondateur de Théodor Herzl s'intitule : *L'Etat et les juifs* et son auteur ne s'embarassait pas d'ambiguïté. Même s'il existait des courants plus radicaux, comme Poaley-Tsion (ouvriers de Sion), qui ne séparaient pas l'implantation des juifs de la lutte révolutionnaire, ceux-ci seront progressivement marginalisés. Ce qui est logique dans ce genre de lutte, le modèle de l'Etat-Nation prend toujours le dessus, même si

Israël ne peut se parer de toute la légitimité historique du sionisme.

Les premières implantations de colons ont lieu en Palestine, au début du siècle (4). C'est à cette époque que des anarchistes commencent à prendre clairement



position. En 1900, les E.S.R.I. déclarent par exemple que : « Nous ne sommes pas sionistes, parce que l'émigration des juifs diminuerait la masse prolétarienne active. Enlever les prolétaires juifs à la cause révolutionnaire, c'est enlever à cette masse un de ses éléments les plus énergiques, les plus intelligents, les plus conscients. »

Car ne nous y trompons pas, les colonies sionistes, telles qu'on nous les présente, ne sont pas même des colonies socialistes ou libertaires comme on a essayé en Amérique : les juifs transportés en Palestine seraient économiquement, les esclaves de ceux qui les auraient enmenés. Mais quand même Sion serait une colonie communiste anarchiste, nous ne la favoriserions pas.

Nous pensons, en effet, et nous avons toujours pensé, qu'il est absolument impossible de faire vivre un essai de communisme, si la révolution intégrale n'a pas mis à bas l'ordre capitaliste tout entier. Une colonie qui reste enfermée dans d'étroites proportions n'a pas intérêt. Si elle se développe, elle se met forcément en rapport avec le système mercantile et capitaliste, et elle est tôt ou tard submergée. »

Si on peut discuter certains arguments des E.S.R.I., on remarquera qu'il y a déjà du scepticisme devant les premières implantations (alya) de colons. De fait, celles-ci furent un échec.

La deuxième vague d'immigrants, postérieure au texte des E.S.R.I., mit en place le système

assez original des kibboutz. Ces établissements agricoles, au fonctionnement communautaire, ont parfois éveillé l'intérêt des révolutionnaires. Il est vrai que certaines théories en étaient proches.

L'anarchiste Landauer déclarait en 1909 vouloir : « Un village socialiste, avec des ateliers et des fabriques villageoises, avec des prairies, des champs, des jardins, du gros et du petit bétail, des volailles, pour vous prolétaires (...) c'est là le seul commencement d'un socialisme réel qui vous soit laissé ». Son ami Martin Buber (qui déclarait : « J'ignore tout d'un Etat juif avec canons, drapeaux et médailles ») étudia de façon plutôt favorable les kibboutz, dans *Utopie et socialisme* (5), en remarquant qu'ils furent submergés par la société juive environnante (partis, armée...) rejoignant ainsi la conclusion prophétique des E.S.R.I.

D'ailleurs, il ne faut pas idéaliser le projet vite perverti des kibboutz, ceux-ci n'avaient pas qu'un but subversif ; en mettant l'accent sur l'agriculture, ils permettaient aux juifs (à qui il était interdit de cultiver le sol en Europe) de redevenir des citoyens à part entière. Quant au désir initial d'abolir l'exploitation de l'homme par l'homme dans des communautés, il ne doit pas faire oublier que les kibboutz n'ont pas évolué dans le bon sens.

Nous n'avons pas eu la prétention de faire une étude exhaustive. Le manque de place et de documents nous contraignent à certaines généralisations, qui ne sont que quelques jalons (6), sur nos rapports avec une communauté juive qui nous a beaucoup apporté, même si nous sommes opposés à la notion d'un Etat juif que défendent certains.

YVES (Gr. Flores-Magón)

(1) Litvinov : Makhno et la question juive. *Volonté anarchiste* n°24, disponible à la librairie du Monde libertaire.

(2) Sur le rôle de ces deux anarchistes pendant la République des conseils de Bavière ; signalons que les éditions *Partage Noir* s'approprient à faire paraître une brochure sur le sujet.

(3) Sur cette purge voir, par exemple : Trepper, *Le grand jeu*, pp. 103-104, Livre de poche.

(4) Notons tout de même qu'au VI^e congrès sioniste, Herzl proposa de s'implanter en... Ouganda !

(5) Editions Aubier-Montaigne, collection Bibliothèque sociale.

(6) Notons que le C.I.R.A. de Genève diffuse un film en anglais et en yiddish, *The Free Voice of Labour. The Jewish Anarchists* (1980).

Le sujet de cet article pourrait étonner. Pourtant la communauté juive et le mouvement anarchiste ont entretenu certains rapports, que nous étudierons. Des rapports parfois répulsifs qu'on ne peut cacher, mais aussi attrac-

tifs par la participation de nombreux juifs à la cause révolutionnaire.

Enfin, on peut se demander comment les anarchistes perçoivent l'idéologie du sionisme, qui a profondément modifié ces rapports.

pensé en termes de race mais plutôt anticapitaliste (l'exemple des Rothschild) et surtout antireligieux.

Antisémitisme et anarchisme

Ce dernier aspect est souvent négligé. Le juif que l'on critiquait, c'était celui qui croyait en la religion juive. Ainsi, sans s'attarder sur les mots d'argot, nous voyons que *Le Père Peinard* compare systématiquement chrétiens (qui ne forment pas un peuple) et juifs.

De même Zo d'Axa, dans *L'En-Dehors*, critique sévèrement l'antisémitisme raciale Edouard Drumont, pour écrire un peu plus loin : « Les jésuites sont royalistes, les juifs sont républicains. Le peuple n'est qu'affamé. La France aux juifs et aux jésuites... Que voulez-vous que ça fasse au citoyen qui, ce soir, n'a pas vingt sous pour dîner. » D'ailleurs *Le Père Peinard* s'oppose à la bonne conscience catholique qui s'en prend aux juifs, en mettant en scène deux miséreux : « — Tel que vous me voyez, mossieu, j'ai travaillé 50 ans chez ces sales youpins. — Et moi, mossieu, tel que vous me voyez, j'ai bûché un demi-siècle chez ces bons catholiques. »

En fait, au fur et à mesure que se théorise, à droite, l'antisémitisme et qu'il devient une doctrine, les milieux anarchistes vont le combattre. L'événement qui va illustrer cette évolution est l'affaire Dreyfus, qui va cristalliser les passions. Au début, les anarchistes sont méfiants à l'égard de l'officier déchu : « Comme officier, il appartient à cette caste d'individus qui commanderaient le feu contre moi et mes amis, si, demain, la révolte s'affirmait... A ce titre, il m'est plutôt antipathique. » (Sébastien Faure, 1897).

Malgré cela, la plupart des journaux anarchistes vont prendre la défense de Dreyfus. La lecture du journal antisémite de Drumont, *La Libre Parole*, est édifiante ; les anarchistes y sont assimilés aux républicains et aux franc-maçons, tous « enjuivés » ! Signe de cette évolution, les étudiants des E.S.R.I. (Etudiants socialistes révolutionnaires internationalistes) feront, en 1900, un rapport de congrès anarchiste contre l'antisémitisme (voir *Monde libertaire* n° 675). De même, lorsque Delesalle, un des fondateurs des Bourses du Travail, évoluera vers des idées antisémites, Jean Grave l'exclura de la rédaction des *Temps Nouveaux*.

Comprenons-nous bien. Il ne s'agit pas d'excuser les propos relevés au début de cet article mais d'expliquer, de situer chronologiquement et, surtout, de ne pas voir avec le regard anachron-

auraient-ils adhérents, si celui-ci leur avait été vraiment hostile ?

Pour clore le sujet de l'antisémitisme, on doit parler de la Makhnovtchina. D'énormes calomnies pèsent sur son action. On lui prête des pogroms. Cette légende, exploitée par les bolcheviks, a pour origine le chaos de la guerre civile où l'on ne savait plus très



Aleksandr Berkman

bien quelles troupes faisaient quoi. L'historien A. Skirda et un dissident russe, Litvinov, ont heureusement rétabli la vérité.

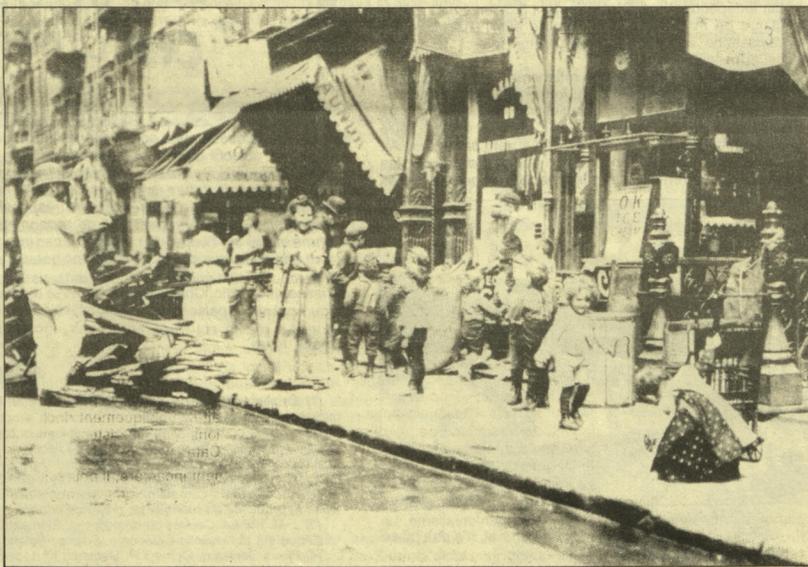
De nombreux juifs ont participé au mouvement anarchiste, et Makhno faisait fusiller toute personne incitant à commettre des pogroms. Il déclarait : « Lorsque je vis que la liberté et la vie des juifs étaient constamment en danger, je me mis à exterminer ceux qui en étaient responsables. » (1)

La communauté juive et le mouvement ouvrier

La fin du XIX^e siècle marque une mutation dans la communauté juive européenne où de nombreux jeunes rejoignent le mouvement ouvrier, souvent sans renier leurs traditions culturelles (langue yiddish). En Russie, où le régime tsariste encourageait les pogroms, de nombreux juifs devinrent, par riposte, anarchistes et furent souvent les plus violents (comme dans le terrorisme vers 1905). Lors de la révolution, on remarque des militants comme Volinej Mratchny, Yartchouk et Gorelik (qui était secrétaire d'un bureau de propagande anarchiste en hébreu).

En Allemagne, il s'agit plutôt de personnalités comme Erich Mühsam, qui était en rupture avec son milieu, mais à qui ses adversaires ne manquaient pas de rappeler ses origines. Goebbels l'appela : « Ce porc de juif rouge ». Il fut l'un des premiers internés par les nazis et assassiné peu après.

Gustav Landauer est un cas particulier, puisque son œuvre théorique ne rompt pas avec la



POLOGNE

Pacifisme à l'Est

OSKAR Kasperek, Piotr Rozycki, Marek Radko ont tous les trois vingt ans. Objecteurs de conscience polonais, ils sont emprisonnés car ils refusent d'effectuer leur service militaire. La législation polonaise ne reconnaît pas le statut d'objecteur à proprement dit, seul existe un service « sans armes » réservé à quelques privilégiés.

C'est contre cet état de fait et contre l'obligation qu'ont tous les soldats des Pays de l'Est de prêter un serment, qui fait référence à l'alliance indéfectible de l'armée polonaise à la « grande sœur » soviétique, que le mouvement « Liberté et Paix » (W.I.P.) se bat depuis plusieurs années. Créé en avril 1985, avec un petit nombre de pacifistes et d'écologistes, « Liberté

et Paix » est aujourd'hui un collectif qui regroupe une centaine de membres et plus d'un millier de sympathisants actifs.

Pour exiger la libération des objecteurs, emprisonnés pour des peines de 2 à 2 ans et demi, une cinquantaine de militants de « Liberté et Paix » ont fait une grève de la faim du 13 au 20 septembre. Ils se sont réfugiés dans une église jésuite à Bydgoszcz, dans le nord de la Pologne, sous la surveillance de la police. Leur action fut très remarquée, le journal local du parti (*Gazeta Pomorska*) écrivit à cette occasion : « Un groupe de jeunes gens, se réclamant d'une organisation interdite par la loi, a occupé l'église des jésuites pour protester contre le service militaire qui, en Pologne, est le devoir sacré de tout citoyen (...) ».

Un devoir qui, à l'Est comme à l'Ouest, fait de moins en moins recette. Comme d'un commun accord, les gouvernements des deux blocs continuent d'enfermer les objecteurs pour leur refus d'obéir aveuglément. En revanche, cela ne les empêche nullement d'épiloguer sur la paix et le désarmement... avec pour justifications la raison d'Etat et la course aux armements.

Relations internationales

Le serment du soldat soviétique

« En entrant dans les rangs des forces armées, moi, citoyen de l'Union des républiques socialistes soviétiques, je prête serment et m'engage solennellement à être un combattant honnête, brave, discipliné et vigilant, à garder scrupuleusement les secrets militaires et de l'Etat, à obéir sans objection à tous les règlements militaires et aux ordres des supérieurs et chefs.

Je jure d'apprendre consciencieusement le métier des armes, de veiller de mon mieux au bien de l'armée et de la nation et d'être fidèle jusqu'à mon dernier souffle au peuple, à la Patrie et au gouvernement soviétiques.

Je suis toujours prêt de marcher sur l'ordre du gouvernement

soviétique à la défense de ma patrie, l'Union des républiques socialistes soviétiques, et en ma qualité de combattant des forces armées, je jure de la défendre courageusement, dignement, avec honneur, sans ménager ma vie même au nom de la victoire complète sur l'ennemi.

Et si je manque à cet engagement solennel, que retombe sur ma tête le châtiment sévère de la loi soviétique, la haine et le mépris de tous les travailleurs ».

Extrait de la brochure Spécial pacifisme et Pays de l'Est, éditions Avis de Recherche, en vente à la librairie du Monde libertaire, 15 F.

GRÈCE

Répression

LE 3 juin 1987, le procès des treize compagnons arrêtés lors de la manifestation antinucléaire du 13 mai 1986 n'eut pas lieu du fait de l'absence de quatre accusés, et grâce à la solidarité internationale (envoi de lettres de soutien de l'A.F.I.D. de Copenhague et du Centre de culture sociale de Sao Paulo adressés au ministère de la justice, entre autres).

Le 23 juin, commença, à la cour criminelle de Amfissa, le procès de trois flics (Anagnostopoulos, Miliaras et Stefanakos) qui avaient tiré des coups de feu sur nos compagnons, Stefanos Papapolymerou et Vasilis Patronis, le 17 novembre 1980. Le premier avait été blessé à la poitrine et le deuxième à la jambe. Les chefs d'accusations portés contre les flics étaient : tentative d'homicide

taine de membres du P.C intérieur, avait aussi été déclaré innocent par la cour d'appel en 1985... La dictature n'est pas morte en Grèce !

Le 24 juin, l'objecteur de conscience Mihalis Maragakis a été condamné à 4 ans de prison par la cour martiale de Salonique. Il a été incarcéré à la prison agraire de Cassandra. Dans les prisons agraires, les prisonniers travaillent dans les champs et les jours comptent double, c'est-à-dire qu'ils font la moitié de leur peine.

Au mois de juillet, sous la pression de quelques députés du Parlement européen (un député « Vert » de R.F.A. et un député du Parti radical italien), Mihalis a été libéré. Mais, il a de nouveau été convoqué pour se présenter dans un régiment et il a bien évidemment refusé de porter l'uniforme



contre Stefanos, blessures graves envers Vasilis, emploi illégal d'arme à feu, etc.

La dictature n'est pas morte

Le tribunal a déclaré les flics innocents parce que les faits étaient trop anciens ! Il faut préciser que la capitaine Spyropoulos, accusé d'avoir maltraité une cen-

et les armes. Il est donc encore une fois en prison et attend un deuxième procès, portant cette fois-ci sur sa « désobéissance », inculpation considérée comme plus grave que l'insoumission par la loi grecque. Mihalis continue de se déclarer prêt à faire un service civil, mais personne ne veut en entendre parler.

D'après des informations de notre correspondant B.K.

Communiqué

Pour soutenir la lutte des travailleurs des chantiers navals à Puerto Real (voir *Monde libertaire* n° 672 et 673), vous pouvez envoyer des lettres de soutien et des dons au syndicat C.N.T. de Puerto Real, Apartado de Correos, 47, Puerto Real, Cadix, Espagne. Si de l'argent est envoyé, il est préférable de l'adresser en recommandé. La C.N.T.-A.I.T. demande à ce que les dons importants soient envoyés par transfert de banque à : Caya de Ahorros de Cordoba, oficina Puerto Real, numéro de compte 330 0002235, au nom de Francisco Aragon Garces. De l'argent est nécessaire pour aider les travailleurs et leurs familles en attente de procès ; faire face aux coûts de justice et aux amendes ; ainsi que pour soutenir une grève générale locale.

Toute aide est appréciée et peut contribuer à faire réellement circuler l'information, ce que ne font pas tous les médias.

Les lettres et télégrammes de protestation contre la répression, et en soutien aux travailleurs de Puerto Real, sont à envoyer aux adresses suivantes : à Felipe Gonzales, président du gouvernement espagnol, Placio de la Moncloa, Madrid, Espagne ; au président de l'Institut national de l'Industrie (I.N.I.), Plazon de Marques de Salamanca Numero 8, 28006, Madrid, Espagne ; au ministre de l'Industrie, Paseo de la Castellana, Numero 16, 28046, Madrid, Espagne.

Les Relations internationales



ESPAGNE

Anarchistes en prison

LE 24 septembre, seront jugés sept travailleurs libertaires accusés du « grand délit » de rébellion contre l'injustice sociale, contre l'exploitation de l'homme par l'homme et par l'Etat.

Les camarades libertaires incriminés sont : Alejandro Mata Camacho ; Alain Drogou Cadec ; Jose Castillo Romero ; Juan Robles Diaz ; José Enrique Perez Navano ; Matias Ripoll Ramon et Maria Del Carmen Valiente Martin. Ils risquent des peines de prison oscillant entre 24 et 8 ans, répondant à l'accusation de participation à bande armée et falsification de documents.

Comme cela se voit clairement, la répression contre le mouvement libertaire continue, et la presse bourgeoise espagnole reste silencieuse. Manifestez votre solidarité et écrivez-leur (1).

Relations internationales

(1) Liste des anarchistes en prison en Espagne :

• Guillermo Rodriguez Lopez et Francisco Mugica Dos Santos sont emprisonnés au Centro Penitenciario de Cumplimiento Salto del Negro, Tafiira Alta, 35017 Las Palmas de Gran Canaria, Espagne ;

• Juan Manuel Fernandez Asensio, Guillermo et Maria Gallan sont emprisonnés à Sotero Del Campo Baz, Apdo Correos n° 113, 40080 Segovia, Espagne ;

• Alfredo Casal Ortega est emprisonné au Centro Penitenciario de Castellón CTRA de Alcora KM 10, Castelon de la Plana, Espagne ;

• Matias Ripoll Ramon et Alejandro Mata Camacho sont emprisonnés au 6a Galeria (Presos Politicos), Apdo. de Correos n° 27007, 28080 Madrid, Espagne ;

• Pedro Garcia Pena est emprisonné au Centro de Cumplimiento del Dueso, Apdo. de Correos n° 50, Santona (Santander), Espagne ;

• Pablo Serrano Serrano est emprisonné à la Prisión Provincial, 42071 Sorria, Espagne ;

• Alvaro Alvaro Del Rio est emprisonné à la Prisión Provincial, Palencia, Espagne.

Activités du secrétariat C.R.I.F.A.

Depuis le dernier congrès de l'I.F.A. (Paris, novembre 1986), la commission de relations (C.R.I.F.A.) s'est réunie à deux reprises : à Milan, le 4 janvier 1987, et à Angers le 7 juin 1987. Selon les décisions du congrès, elle a déterminé le fonctionnement général du secrétariat ; étudié la situation financière de l'I.F.A. ; établi un programme d'édition de brochures et du bulletin ; et fixé les modalités d'une conférence internationale sur le mouvement ouvrier.

Dans l'intervalle de ces deux importantes réunions, le secrétariat qui se réunit à Paris, au moins une fois par mois, assure l'administration de l'I.F.A. (courrier, contacts, trésorerie) et édite, tous les mois, une lettre d'information à l'usage des sections adhérentes. A ce jour, sept lettres ont été établies. Elles relatent le fonctionnement du secrétariat.

Pour aider au développement de l'I.F.A., et notamment promouvoir ses éditions, le secrétariat lance un appel solennel à tous les lecteurs du bulletin, aux sympathisants et aux adhérents pour une aide financière accrue, gage du développement de l'action de l'I.F.A. (1).

I.F.A.

(1) L'envoi des fonds doit se faire par chèque, à l'ordre de P. Pouchat ou T. Rosell, ou encore de R. Bosdeveix, à la librairie du Monde libertaire (I.F.A.), 145, rue Amélot, 75011 Paris, France.

L'I.F.A. vient d'édition un bulletin d'informations spécial. On y trouve, notamment, le point sur des pays tels que le Nicaragua, la Grèce ou le Portugal. Ce bulletin est mis en vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 20 F.

LISEZ LE « MONDE LIBERTAIRE » ABONNEZ-VOUS, SOUTENEZ-LE !

ITALIE

Grève de la faim

Giuseppe Coniglio, objecteur et anarchiste de la région de Catania (Sicile), a été arrêté chez lui par la police. Deux jours avant son arrestation, il avait symboliquement déchiré sa carte militaire et expliqué ses convictions antimilitaristes et anarchistes, lors d'une assemblée publique à Catania.

Actuellement incarcéré, il poursuit une grève de la faim. Vous pouvez le soutenir et témoigner votre solidarité internationale : Giuseppe Coniglio, Corso Pisane 201, 90121 Palermo, Italie.

Relations internationales

Entretien avec Bernard Baissat

La librairie du Monde libertaire, à l'occasion de la reprise de ses forums, vous invite à assister à la projection du film de Bernard Baissat : « Aux quatre coins du Canard ». Ce long métrage de 2 h 50, qui retrace l'histoire du « Canard Enchaîné » (né durant la guerre de 14-18), est l'aboutissement d'un « travail ludique », précise Bernard Baissat, de deux années.

Projeté une première fois, courant juillet, à Beaubourg, ce film le sera de nouveau le mercredi 14 octobre, à 19 h 30, au T.L.P.-Déjazet (1), 41, boulevard du Temple, Paris 3^e. Une discussion, en présence de Bernard Baissat et de journalistes et dessinateurs du « Canard Enchaîné » succédera à la projection, occasion exceptionnelle de débattre avec les rédacteurs de ce journal.

Pour la librairie : Philippe

(1) Prix des places : 35 F (25 F avec la carte d'auditeur de Radio-Libertaire, ou avec la carte d'abonné au T.L.P.), en vente à la librairie du Monde libertaire.

— Le « Monde libertaire » : Après les différents films que tu as réalisés (1), pourquoi avoir choisi comme sujet le Canard Enchaîné ?

— Bernard Baissat : D'abord parce que je suis un lecteur du Canard depuis très longtemps, et puis dans ma famille on lisait le Canard. Mais surtout, c'est May Picqueray, elle a été correctrice du Canard pendant de nombreuses années, c'est par elle que j'ai rencontré Bernard Thomas, Dominique Durand et ensuite Gabriel Macé, Roger Fressoz, Alain Grandrémy. Et, à ce moment-là, j'ai eu l'idée, avec May Picqueray, de faire le portrait d'un journal. D'ailleurs, je souhaitais déjà faire le portrait d'un journal comme le Canard Enchaîné.

— M.L. : As-tu rencontré des difficultés pour tourner ce film ?

— B. B. : Disons qu'à ce moment, je me suis rendu compte tout de suite de la difficulté. Parce que le Canard Enchaîné, c'est une espèce de mythe chez les lecteurs. Ils ont une relation très pas-



Henri Guilac.

Dessins de Guilac

sionnelle avec leur journal, et en plus je ne savais pas comment rentrer dans ce journal.

— M.L. : Comment as-tu travaillé ?

— B. B. : Cela a été très long. Une fois le film sur May Picqueray terminé, par l'intermédiaire de son fils qui travaille au Canard, j'ai fait passer quelques cassettes du film sur May aux gens du Canard qui m'avaient aidé. Ils étaient très contents du film. A ce moment là, quand je leur ait fait part de mon projet, ce n'était ni oui ni non, mais on m'a laissé travailler. J'ai commencé par consulter pratiquement toute la collection du Canard, depuis 70 ans, et faire un nombre incalculable de photocopies. Après, j'ai essayé de dégager des thèmes, de rencontrer les personnes. Je voulais faire à la fois un historique et montrer la vivacité du Canard aujourd'hui. Ce qui est exceptionnel dans ce journal c'est, que dans sa forme, il est pratiquement unique au monde, puisqu'il n'est rattaché à aucun courant politique, il n'a pas de publicité. Et en plus, il est parti comme un petit journal de tranchées et il a réussi à vivre plus de 70 ans.

— M.L. : Comment expliques-tu cette longévité ?

— B. B. : Le Canard est né au bon moment, on en parlait l'autre jour avec Fressoz, et il disait que si le Canard renaissait aujourd'hui sous la même forme, sans publicité, il ne tiendrait peut-être pas le coup. Or, il a tenu. Pourquoi ? Parce qu'à cette époque les gens en avaient assez de ce qu'ils lisaient dans la grande presse. Et parmi la multitude de petits journaux qui paraissaient à ce moment, et qui ont disparu après la guerre, le Canard a continué à exister, parce qu'il était fait par un journaliste professionnel, un grand journaliste, Maurice Maréchal, qui venait de la grande presse. Comme il ne pouvait pas s'exprimer dans son journal, il a fait le Canard avec des copains, qui étaient aussi de très bons journalistes.

— M.L. : L'esprit libertaire qui transparait dans les premières années du Canard, je pense particulièrement à l'antimilitarisme et à l'anticléricalisme, d'après toi existe-t-il encore ?

— B. B. : Je le pense. Si on repart au début, c'est vrai que Maréchal avait un esprit libertaire. Tout le monde le dit. Le journal était pacifique, Fressoz fait la différence entre pacifique et pacifiste, et il avait un esprit libertaire. J'ai demandé à André Guérin ce que signifiait un esprit libertaire à l'époque, il m'a répondu que c'était refuser le conformisme et aller à contre-courant des idées propagées. C'était très facile, car il se disait tellement d'années partout, qu'il suffisait de dire l'inverse.

— M.L. : Méfiance et défiance envers le pouvoir ?

— B. B. : C'est l'esprit qui animait le journal à ses débuts. Il y a eu des figures libertaires. Le premier, Henri Guilac, a dessiné les canards qui sont à la une aujourd'hui, et que Macé décrit comme un anar doux... Ensuite, il



Le Canard dans la rue (manifestation, Larzac 1978).

y avait un anar, disons une figure plus typique : Jules Rivet. Il se baladait toujours avec sa lavalère, ses bottes... Puis un que l'on peut considérer vraiment comme un anarchiste, le dessinateur Henri Monnier (...) Aujourd'hui peut-on dire que le Canard est un journal anarchiste ? Je ne le pense pas, malgré Léo Champion

Le Canard Enchaîné



Louis Lecoin et Tréno, ancien directeur du Canard, lors du 50^e anniversaire en 1956.

qui le dit. Je ne pense pas qu'au Canard ils soient prêts à accepter cette dénomination, d'autant plus qu'ils ne défendent pas les idées anarchistes. Néanmoins, il reste des thèmes comme l'antimilitarisme, avec entre autres un dessinateur comme Cabu, et l'anticléricalisme, qui a un petit peu changé, disons qu'il est moins virulent. (...) Il y a des gens au Canard qui se réclament de l'anarchisme, des idées libertaires. Je pense à Gabriel Macé. Il m'a dit qu'il était l'un des derniers représentants de ce courant. Il est rédacteur en chef, mais il n'y a pas moins chef que Gabriel Macé. Yvan Audouard avait même créé un parti : celui des anarchistes modérés. Etre anarchiste modéré, pour lui, il paraît que cela veut dire être modérément anarchiste, et modérément modéré. Je pense que Bernard Thomas est proche également des libertaires (...)

— M.L. : Est-ce que mai 81 a causé du tort au Canard et a entamé jusqu'à cet esprit libertaire que certains lui reconnaissent ?

républicain. Ils organisent une résistance à l'intérieur de l'obésité. Ils gardent la tradition laïque, et ils acceptent les lois mais refusent le pouvoir. Ils acceptent les lois de la République, mais ils refusent que quelqu'un abuse du pouvoir. Julliard m'a dit aussi que le Canard c'est l'individualisme dans ce qu'il a de meilleur. Au Canard, chacun travaille à sa façon, et on défend l'individu contre les abus de pouvoir d'où qu'ils viennent. En mai 81, le Canard a perdu des lecteurs, environ 100 000, m'a dit Fressoz, des lecteurs de droite qui lisent le Canard sous Giscard — car il était vraiment mal aimé —, puis environ 100 000 lecteurs de gauche sont partis progressivement, car ils n'acceptaient pas que l'on critique le pouvoir en place. Fressoz dit : « Nous sommes complètement indépendants vis-à-vis de nos adversaires mais aussi de nos amis, et on se méfie aussi de nos amis. Si ces amis-là prennent le pouvoir, tant qu'ils sont au pouvoir ils auront tendance à en abuser, et donc le Canard dénoncera ces abus, et certains lecteurs ne l'ont pas supporté. Ce qui prouverait aussi, m'a dit Angeli, que le lecteur du Canard préfère que l'on tape sur la droite plutôt que sur la gauche.

— M.L. : Quand les gens du Canard sortent une affaire, comme celle des diamants ou dernièrement la banqueroute des frères Chaumet, comment ressentent-ils cela ?

— B. B. : Une grande satisfaction...

— M.L. : Il y a sûrement des gens qu'ils n'aiment pas dans le monde politique, et dès qu'ils ont une information pour le coincer...

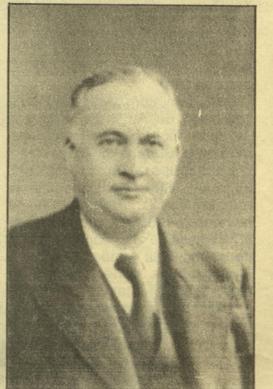
— B. B. : Je ne pense pas, du moins ils s'en défendent... Ils se défendent de vouloir régler des comptes...

— M.L. : S'ils avaient connaissance d'une grosse affaire, avec Mitterrand par exemple, ils la sortiraient aussi facilement ?

— B. B. : Oui, je pense qu'ils la sortiraient...

— M.L. : Même avec un cœur à gauche ?

— B. B. : Bien sûr, ils seraient peut-être plus embêtés d'attaquer des gens de gauche que des gens de droite, mais ils les attaquent quand même. C'est ce que j'espère. J'ai l'impression qu'ils le feraient quand même (...) Le Carrefour du Développement, ils ont été les premiers à en parler.



Maurice Maréchal

Quand il y a eu l'affaire des ex-cets vendus à l'Irak sous le gouvernement de gauche, ils en ont parlé aussi. C'est vrai qu'il y a eu moins de scandales sous la gauche que sous la droite. Il est vrai que la gauche est restée moins longtemps au pouvoir, mais si elle était restée plus longtemps au pouvoir, et qu'elle avait fait des bêtises — ce qui est inévitable, dès que tu es au pouvoir tu fais des bêtises — à ce moment-là, je pense que le Canard n'aurait pas hésité à les dénoncer. Sous d'autres gouvernements de gauche, ils ont quand même dénoncé des erreurs...

Propos recueillis par Philippe

(1) Ecoutez Bizeau (47 minutes) et Ecoutez May Picqueray (70 minutes), disponibles en cassettes vidéo à la librairie du Monde libertaire au prix de 450 F.

A PROPOS DE « LA SOCIOLOGIE DE BOURDIEU »

Anarchisme et sociologie de la domination

A l'heure où un anti-intellectualisme de bon ton s'accorde avec la reconnaissance médiatique des interprètes du consensus, vedettes et pâles idéologues à la Duhamel, Tapie ou Montand, un livre attire notre attention, avec modestie mais insistance, sur l'œuvre que le sociologue Pierre Bourdieu poursuit, depuis trente ans, sans les faciles éclats, les succès de scandales qui nous accrochaient l'œil ou l'oreille.

Plus de quatre-vingt textes du chercheur, encadrés de présentations et accompagnés d'un glossaire : voilà l'exigente lecture que nous proposons Alain Accardo et Philippe Corcuff (1), sans rebuter le lecteur non-initié, sans inciter le profane à s'exclure devant une prétendue somme sociologique, mais au contraire en lui destinant leurs travaux.

L'effort sociologique

Lorsque Bourdieu « entre en sociologie », il découvre, mêlées à l'exigence scientifique, des notions héritées de la métaphysique occidentale : récusant l'image d'un homme doué de liberté absolue, étranger, comme un dieu miniature, à toute détermination, il s'appuie sur l'étude des lois sociales, épistémologiquement féconde.

Mais réduire l'être humain à un objet, en postulant des lois immuables, ne satisfait pas ses scrupules : l'individu, selon lui, intériorise ses conditions d'existence sous forme de principes inconscients d'action et de réflexion ; les perceptions, les opinions qui en découlent, ne se réduisant pas à leurs conditions de production, s'extériorisent dans la reproduction des structures sociales, mais aussi dans l'« invention » de structures différentes.

L'être humain apparaît dès lors comme l'agent d'une réalité qui ne cesse de se construire, dans et par son action, à partir des conditions sociales préexistantes. Cette conception nous livre, semble-t-il, le

chaînon jusqu'alors manquant d'une dialectique subtile esquissée entre autres par le Marx sociologue — non le Marx polémiste et propagandiste du *Manifeste*. Et elle a le mérite d'exclure à la fois tout mécanisme et tout idéalisme, ce qui ne saurait laisser les libertaires indifférents.

Dans le même temps qu'il déconstruit les notions héritées — comme certains philosophes entreprennent à la même époque, et à la suite de Nietzsche, de déconstruire la métaphysique occidentale —, le sociologue construit l'objet de ses recherches : la société, selon Bourdieu, se compose de champs (politiques, philosophiques, économiques, religieux) dont la structure indique l'état du rapport de force entre institutions et groupes sociaux, dans la lutte pour le contrôle du capital, pour la conservation ou la subversion.

Premier avantage d'une telle conception, le capital financier n'y est pas envisagé seul, Bourdieu et ses collaborateurs font une large place à l'étude du capital social — « relations », liaison utiles, appartenance à un groupe — et du capital culturel — capacités acquises, biens culturels, titres scolaires : d'où la critique du système scolaire comme reproducteur de privilèges culturels et sociaux, critique nourrie de travaux empiriques. La « théorie des champs », on le voit, appelle l'examen minutieux de toute forme de domination et renvoie aux limbes le primat marxiste de l'économie.

Mais, et c'est là le second avantage, elle renouvelle et affine notre vision de classes et de ces luttes de classes que d'aucuns prétendent dépassées, — ceux-là même qui ne voient que rapports de sens, signes, représentations subjectives dans l'expérience des dominés, et dont les médiocres discours se trouvent aujourd'hui révoqués par l'analyse sociologique.

La sociologie de Bourdieu aboutit, on l'aura compris, à une définition du capitalisme comme système

de monopolisation du capital sous ses différentes formes : elle recoupe et légitime pleinement, donc, le caractère global de la critique produite par le mouvement libertaire. Elle nous livre, en particulier, une analyse sans concession du fétichisme des « appareils » et de la délégation de pouvoir, forme de monopolisation propre au champ politique.

Convergences et interrogations

Excluant toute foi naïve en une classe messianique qui libérerait la société en se libérant, la sociologie de la domination établit que la contrainte ne peut expliquer seule une pérennisation des soumissions, qu'il faut encore l'adhésion du dominé lui-même : nos prédécesseurs ont fait plus que pressentir ce phénomène, lorsqu'ils ont nommé la « servitude volontaire ».

L'adjectif toutefois ne rend pas compte de la subtilité du phénomène : la « magie sociale » crée en effet, à partir de simples différences de degré, des hiérarchies qu'elle fait passer après coup pour nécessaires, légitimes, de sorte qu'Alain Accardo peut constater dans sa postface : « *Les sociétés actuelles... ne sont pas en mesure de produire massivement autre chose que des croyants viscéraux.* »

Reposant sur une critique radicale de la domination que partage avec lui la sociologie bourdieusienne — mais une critique médiatisée par l'idéologie, il est vrai, et débouchant sur un projet social défini —, l'anarchisme combat bel et bien le principe de production du consentement des dominés et rompt résolument avec « les stratégies rituelles du champ politique traditionnel... auxquelles les classes populaires ne sont conviées que par procuration », pour reprendre les termes d'Alain Accardo.

Comment expliquer qu'en dépit d'une indéniabilité lucidité sur tout ce qui touche à ces phénomènes

majeurs, le mouvement libertaire ne parvienne pas encore à « mobiliser des forces sociales importantes sur l'objectif du changement de société » ? Outre que l'antidémagogie ne profite guère, disons-le à notre décharge, n'ignorons-nous pas trop souvent que la soumission de telle catégorie sociale passe par d'autres canaux que le consentement de telle autre, et que seuls des analyses et des discours différenciés, détaillés, peuvent les convaincre de se fédérer entre elles ? La solidarité ne s'invente pas : elle naît d'une rencontre des intérêts réels des dominés, dans une optique proudhonienne.

Les principes fondamentaux de l'anarchisme, en rompant le « cercle enchanté » d'une légitimité dont tout autre mouvement politique tire sa force et son influence relative, nous condamnons à justifier le projet libertaire par une multiplicité d'analyses performantes : s'y refuser, c'est se condamner à la faiblesse. Et ce que nous offre la sociologie de Bourdieu, au même titre que l'économie « radicale » et l'écologie bookchinienne, c'est, en définitive, l'apprentissage de la force.

Philippe CHAILAN
(Gr. Benoît-Broutchoux)

Programmes de Radio-Libertaire

Vendredi 9 octobre

« Music Hall » (10 h à 12 h) : l'émission du T.L.P.-Déjazet.
« H. comme hasard » (12 h 30 à 14 h) : un roman oublié de Wells, non réédité depuis 1932, pourquoi ?
« Radio-Esperanto » (18 h à 19 h) : la langue internationale.
« L'invité du vendredi » (19 h à 21 h) : l'Union Rationaliste s'attaque à la superstition avec Robert Dalian et Georges Fillieux.
« A bâtons rompus » (21 h à 22 h 30) : l'argot va-t-il lacher la rampe ; avec Alphonse Boudard, Jacques Cellard, Denise François et Michel Gauvin.

Samedi 10 octobre

« Revue de Presse » (8 h à 9 h).
« Le père peinar » (10 h 30 à 11 h 30) : un mauvais moment à passer pour l'engance autoritaire.
« Chroniques syndicales » (11 h 30 à 14 h) : la rentrée syndicale (tardive) de F.O.
« De bouche à oreille » (14 h à 16 h 30) : reçoit Ramon Finster, de Culture au quotidien, et Martine Sarre.
« L'amarante » (16 h 30 à 17 h 30) : consommation et cadre de vie.
« Coup de cœur » (17 h 30 à 18 h 30) : invité surprise.
« Santé et médecine » (18 h 30 à 20 h 30) : artériosclérose et cholestérol.
« Showbide et big tabac » (20 h 30 à 22 h 30) : un « Masque et la plume » pour la chanson vivante sur la F.M.
« Jazz en liberté » (22 h 30 à 2 h) : poussée free.

Dimanche 11 octobre

« Folk à lier » (12 h à 14 h 30) : le C.A.E.L. de Bourg-la-Reine (association organisant des concerts de musiques baroques et anciennes).
« Le magazine libertaire » (18 h 30 à 20 h) : les relations extérieures de la Fédération anarchiste sont invitées pour parler du cas d'Eric Hébert, des prochaines élections et de dossiers d'actualité.

Lundi 12 octobre

« Spécial antimilitarisme » (10 h à 12 h) : le procès d'Eric Hébert.
« Chronique du lundi » (12 h à 14 h) : revue de presse, commentaires d'actualité et musique.
« Chroniques syndicales » (18 h 30 à 20 h 30).
« Ça urge au bout de la scène » (20 h 30 à 22 h) : magazine chansons.
« Onde noire » (24 h à 2 h) : nouveautés et actualité de la musique jamaïcaine.

Mardi 13 octobre

« Le petit observatoire de la désinformation » (9 h à 10 h 30) : l'actualité démontée !
« Latitudes » (10 h 30 à 12 h) : musiques sans frontières.
« Radio-Libertaria » (20 h 30 à 22 h 30) : de retour d'Argentine, Lyse raconte...
« Blues en liberté » (22 h 30 à 1 h) : le blues sur scène avec exclusivement des enregistrements effectués en public.

Mercredi 14 octobre

« Aux Puces » (10 h à 12 h) : musique classique de bric et de broc.
« Sens interdit » (17 h 15 à 18 h 30) : se faire psychanalyser ? peut-être, mais par qui, pourquoi et comment ? avec le Dr Lew (psychanalyste).
« Femmes libres » (19 h à 20 h 30) : les femmes et le fascisme.
« Les damnés de la terre » (20 h 30 à 22 h 30) : Kanaky « un caillou explosif », invité A.I.S.D.P.K. et une personne du F.L.N.K.S.-France, point sur le procès d'Eric Hébert.
« Traffic » (22 h 30 à 1 h) : invite le groupe « Les Sattelites » et présente des nouveautés autoproduites.

Jeudi 15 octobre

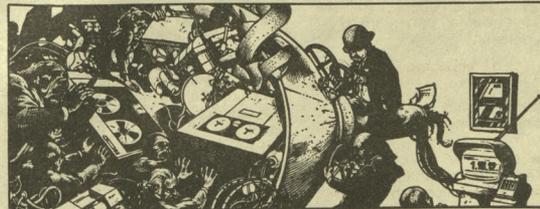
« 89.4 le matin » (10 h à 12 h) : la science et l'imaginaire avec Alain Nadaud, auteur de « L'archéologie du zéro et du désert physique » chez Denoël.
« Si vis pacem » (18 h à 19 h 30) : l'antimilitarisme, avec l'Union pacifiste de France.

ROCK

Quelques disques...

PIGALLE, c'est Daniel Henion et François Hadji-Lazaro, l'homme qui joue de tous (ou presque) les instruments et que l'on retrouve dans deux autres groupes : « Los Carayos » et les « Garçons Bouchers » (1).

Des textes très intimistes, très fouillés, soutenus par un rock mélancolique (si, c'est possible !), traitant de la solitude et de l'intolérance que subissent la prostituée, l'homosexuel, le veuf, le marginal.



Quelques extraits pour vous donner envie : « Elle glisse / Sur les regards admiratifs qui ne la trompent pas / Sur la tendresse toute simple qu'on ne lui donne pas / De bar en bar, de table en table en formica / Sur les rares envies de rire qui ne sortent pas / Elle glisse... »
Ou encore : « Les voyageurs cleans, beaux, tous délicats / Sont

vulgaires comme elle, mais elle ne le sait pas / Eux ils ont appris à vivre / Elle la vie, elle la subit / Elle sait pas s'cacher comme eux / Sans forcer sur la poudre de riz ». Joli, non ? François Hadji, avec son look de méchant skin-head, se ballade parfois du côté des rads de Bernard Dimey...

Pour finir, retour aux anarcho-punks avec « Haine Brigade », qu'on ne présente plus. Les p'tits keupons de la Croix-Rousse pré-

Le lendemain ne se raconte pas / Mais le western devait continuer / Et d'appuis en ingérences / A l'Ouest rien n'a changé / Un mot banni : indépendance... ». A écouter d'urgence. A l'intérieur, pleins de mickeys fous signés Tapage Nocturne !

Enfin, « Outrage et Rebellion » (3), qui, comme son nom l'indique, ne fait pas dans la dentelle ! Ce groupe de Béziers a produit une cassette avec des textes et des musiques à l'arraché : Le Pen, les néo-nazis, les prisons, l'armée (« 18 ans à la nation / Ton service ou la prison »), le nucléaire, le clergé, etc. Ça cartonne tous azimuts. Seul problème, comme hélas ! beaucoup d'autoproductions, le son laisse à désirer et certains morceaux y perdent de leur qualité. Dommage ! Un groupe à suivre...

GIL

(1) Pigalle, 33 tours, chez tous les bons disquaires.

(2) « Haine Brigades », contact : Bébé Rose, c/o Ataque Sonore, 3, rue du Dr Augros, 69005 Lyon.

(3) « Outrage et Rebellion », à commander à A.S. Rimaldi, 8, avenue Jean-Moulin, 34500 Béziers (35 F, plus port).

is par Philippe

(47 minutes) et
ray (70 minutes).
ettes vidéo à la
bertaire au prix de

HIVER 87-88

Attention ! Les élections approchent

L'ÉPOQUE moderne, et particulièrement les vingt dernières années, n'a pas, en ce qui concerne l'Europe, engendré de mouvements importants en rupture avec le capitalisme et l'idéologie bourgeoise. Seuls la Grèce et le Portugal ont secoué leur joug pour laisser place à des démocraties à l'occidentale, leur situation périphérique n'a d'ailleurs suscité qu'un intérêt modéré de la part des populations de la vieille Europe.

frayeurs que les candidats manieront à loisir pour faire le plein des voix.

Au détour de ces funestres années ne voit-on pas des compagnons anarchistes s'interroger sur le bien-fondé d'un éventuel vote sur le candidat « modéré » ; la stratégie de la peur, nous le voyons, a gangrené la société française dans tous ces interstices, les plus vaillants n'en sortent pas indemnes, l'avenir proche semble forclos.

clamé, pour sympathique qu'il soit, masque mal le corporatisme et une certaine assimilation des valeurs bourgeoises

Ce n'est pas, ici, le lieu pour faire l'inventaire des forces qui coexistent et qui s'opposent, de fait ou virtuellement, dans nos sociétés. Il convient de rappeler d'une part, que les classes existent toujours bel et bien, de réactiver d'autre part la confrontation sociale sur ces bases de classe et,

n'est plus au goût du jour. Voilà bien le résultat de décennies de collaboration de classe, et du vain espoir entretenu par la bourgeoisie de « gôche » de voir le capitalisme absorber ses contradictions.

Du changement...

Les organisations de résistance sont elles-mêmes devenues des relais du consensus de classe, combien de grèves lancées sans l'appui des fédérations syndicales ? Combien de grèves, aussi, stoppées par ces mêmes fédérations sur le tapis vert de la négociation ? Comment s'expliquer la résurrection de la « démocratie directe » avec les coordinations de lutte de l'hiver dernier ? Fait qui a été marqué avec suffisamment de délectation par une presse qui ne nourrit aucune sympathie pour le syndicalisme, et qui se plaît à en entrevoir l'agonie dans ses convulsions radicales.

Il y a une crise d'identité de la classe ouvrière, disons plutôt de la classe gouvernée.

A quoi bon noircir du papier pour secouer de vieux démons, alors que le libéralisme, toutes voiles gonflées, nous promet le renouveau et nous annonce le bout du tunnel. Années noires en quelque sorte, et historiquement datées : mai 81.

L'heure a sonné, il faut nous ressaisir, n'écoutez pas les oiseaux de mauvaises augures ; notre route est « droite », toute tracée, tous unis dans un même élan de délation, d'oppression, de répression, d'exaction, d'exclusion, d'expulsion, de thésaurisation, de militarisation et d'exécution, on devrait y arriver... Y arriver, mais à quoi ?

Toujours ce sinistre spectacle de société qui n'en finit pas d'aggraver, et qui attend l'estocade finale que l'humanité n'ose toujours pas lui porter.

Une société dont la fin a maintes fois été annoncée, mais qui perdure et avale les générations. Le degré zéro du dialogue, aujourd'hui, c'est la compréhension (qui ne nourrit que les pauvres d'esprit), la phase supérieure c'est toujours et partout, de quel bord qu'ils se réclament, l'envoi de leur sale ficelle, les infiltrés et les casqués, les endormeurs et les cogneurs.

Les raisons de la colère, ce pourraient-être les étudiants tabassés par les « forces de l'ordre », mais ce seraient aussi les jeunes tirés à vue pour délit de sale gueule, ce devraient-être le mur d'indifférence auquel se heurtent les salariés qui tentent de résister et cela serait aussi le Code de la nationalité, expédient cynique à la crise de l'emploi ; des raisons de la colère, on pourrait en aligner des pages et des pages, sans même sortir de l'hexagone.

Ni comptables ni archivistes, compter les coups et faire la balance des pertes et profits, ou classifier les sévices et injustices par intensité et par genre n'est pas dans nos cordes.

De la démocratie...

La démocratie est l'expression de l'humanisme. Elle a cru être le moyen d'absorber les divisions pour empêcher les conflits, elle n'a été en fait qu'une vaste entreprise d'annihilation des richesses humaines. Maintenant les différences et les clivages sociaux,

créant les conditions d'une identification de masse à des valeurs communes, elle a assis sa légitimité sur le mythe rédempteur de la libération prochaine.

La démocratie sent le formol, comme le libéralisme pue la misère, l'uniformité ou la guerre de tous contre tous, l'Etat en étant, dans les deux cas, soit le promoteur soit le régulateur. L'unité tant attendue n'a été invoquée que dans le cadre mesquin des frontières nationales, voire de blocs de nations, restaurant les causes de conflits.

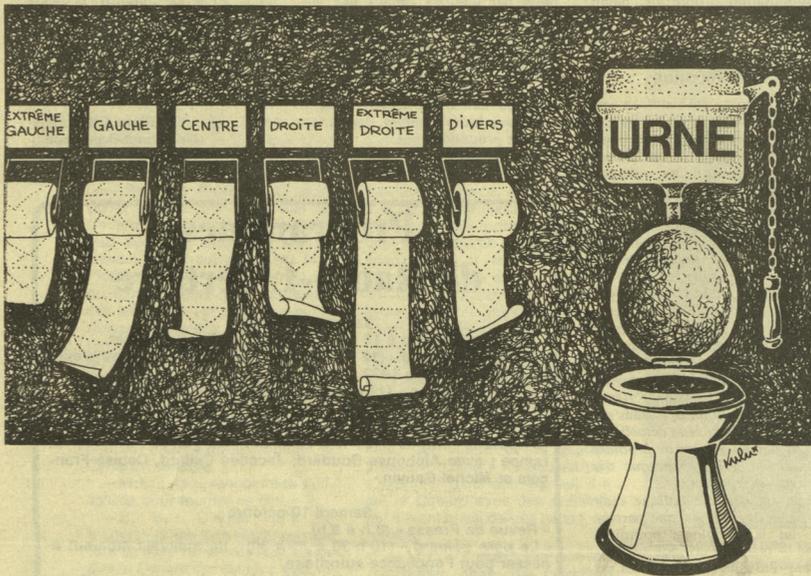
La démocratie est, et a été historiquement, patriote, nationaliste, xénophobe, intolérante, jalouse, civilisatrice, impérialiste, et ce, au nom d'une tâche historique d'origine aussi divine que celle qu'il incombait aux rois d'antan...

Retour à la case départ

Nous voici donc à l'orée de cet hiver 87-88, les candidats gazouillent, les électeurs piaffent d'impatience, mai 88 devrait être un beau spectacle. La masse grandissante des chômeurs fera les choux gras des programmes électoraux ; défense nationale et humanisme, responsabilité et réalisme, dynamisme et reconquête du marché intérieur, voilà les mets que vous trouverez au menu de tout programme électoral qui se respecte.

L'alternance que l'on nous présente comme une alternative est une foutaise, anarchistes nous sommes, nous ne marcherons pas au pas. Que l'on ne compte pas sur nous pour allumer des feux de paille, mais que l'on ne compte pas non plus sur nous pour endormir et civiliser les citoyens.

Déniant toute virtualité salvatrice au progrès et condamnant l'immobilisme, les anarchistes n'ont toujours qu'un seul mot d'ordre : « Révolution sociale ! ».



Plus récemment, mais dans une moindre mesure, la Pologne a fait monter la rumeur, mais avec les collusions idéologiques que l'on sait. Dans quelques mois, nous fêterons le vingtième anniversaire des « événements de Mai 68 » ; à la même époque, se dérouleront dans notre pays des élections qui réserveront, certes, quelques surprises à certains partis mais, qui, sur le fond, n'apporteront rien de nouveau et de positif à l'ordre économique, social et politique.

Comme une vieille rengeine...

Prochainement, nous allons être submergés d'appels lancinants aux urnes. Tous les partis en lice enfourcheront leur cheval de bataille, au gré des stratégies établies dans la coulisse et des accords particuliers pour s'échanger des voix. La désinformation ira bon train, à force-coup de sondages, de débats truqués, d'orgies d'affiches et de meetings, l'oiseau à apprivoiser étant le cochon de votant.

La nouvelle donnée de ces élections à la présidence est la descente aux enfers du Parti communiste et la percée dans l'échiquier électoral de l'extrême droite. Ces élections et la campagne qui les précéderont se dérouleront sous le triste signe de la peur. Il sera fait appel à nos instincts les plus bas et les moins raisonnés — la peur de l'étranger, la peur de l'holocauste nucléaire, la peur du S.I.D.A., la peur du chômage, la peur d'un fascisme résurgant, la peur d'un avenir sans perspectives —, ce seront autant de

Faut-il, alors, se réfugier dans la méditation, se replier sur soi et ne laisser place qu'à une solidarité familiale (tribale !), ou alors, pour les plus éclairés, s'enfermer dans une tour d'ivoire et attendre que cesse le cri des hommes ?

Il serait aisé de répondre non, mais en serions-nous quittes ? Ne faudrait-il pas réfléchir, questionner notre temps, regarder les hommes et leurs tribulations, explorer leurs peurs et en deviner les fondements ; ceci fait, la tâche la plus urgente ne sera-t-elle pas de redonner courage aux hommes, de réactiver les volontés créatrices, d'arrêter dans le même temps de donner des ailes au pessimisme, de cesser de jouer les fossoyeurs qui se délectent à leurs dépens, dans le pourrissement d'une société.

Redonner espoir, rendre la destruction créatrice, c'est ce à quoi doivent s'atteler les anarchistes et les hommes de raison. Il faut du courage et de la volonté, c'est ce dont nous semblons manquer en la matière, les peuples faibles ont un gouvernement fort, les peuples forts et qui sauront vouloir en seront quittes.

Mais où est donc passé la lutte des classes ?

Le phénomène que nous décrivons révèle un mal-être et un mal-vivre, et, pourquoi ne pas le dire, une certaine désaffection militante, une désidéologisation de couches de plus en plus grandes de la société. Voir à ce sujet les mouvements de l'hiver dernier, qu'il s'agisse des étudiants ou des travailleurs des « services publics », dont l'apolitisme pro-

enfin, de rappeler au bon souvenir de tous, l'idéal social de l'abolition de ces mêmes classes et donc d'œuvrer pour l'égalité sociale.

Tâche ô combien difficile, après ces années passées de crise d'identité et d'œcuménisme social. Années d'ennui, après l'euphorie soixante-huitarde et les « années de plomb », pour ceux qui n'ont pas supporté le repli. Nous venons de traverser la « société des loisirs et de la consommation », le déjà trop célèbre consensus social a fait son œuvre, un gouvernement est jugé à sa capacité de maintenir la paix sociale. De Gaulle l'a appris à ses dépens et les décembreistes de 1986 ont failli faire payer cher à Chirac l'arrogance de son gouvernement, les émules de l'agitation de rue se sont payés une jeunesse, et puis le calme...

Tout cela fonctionne comme un système d'autorégulation, tantôt le gouvernement calme les ardeurs de la masse, et il est applaudi, tantôt la masse calme celles du gouvernement, et elle est acclamée : le but, nous le disons, c'est la paix sociale.

Mai 81 n'aura pas duré ce que durent les « roses » ! La cohabitation fin de siècle consacre plus de cent ans de travail pour les « candidatures ouvrières » ; la prise du pouvoir par les « amis du peuple » a fini, à présent, de désarçonner la belle confiance de beaucoup sur les vertus de la gestion de l'Etat par les « camarades ».

Mais que nous reste-t-il ? Nos vieilles citations, nos formules d'alchimistes sociaux n'ont plus prise sur le temps et les hommes, l'idée même de la classe sociale répugne à beaucoup, et l'utopie



La bannière noire n'est ni un drapeau d'élection ni un refuge, elle est un point de ralliement pour ceux et celles qui conçoivent l'avenir autrement que dans le cadre étroit de la concurrence, et qui n'ont pas abdicqué devant les hordes autoritaires.

BRUNO (Gr. du XI*)

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.